



CTB



**MINISTRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE, DE LA DECENTRALISATION
ET DE LA REFORME DE L'ETAT**

**DIRECTION GENERALE DES
COLLECTIVITES TERRITORIALES**

RAPPORT RESULTATS 2016 PROJET D'APPUI AUX INVESTISSEMENTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES- MLI0903411



ACRONYMES.....	4
1 APERÇU DE L'INTERVENTION.....	5
1.1 FICHE D'INTERVENTION.....	5
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE.....	6
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE.....	6
1.3.1 <i>Pertinence</i>	6
1.3.2 <i>Efficacité</i>	7
1.3.3 <i>Efficiéce</i>	7
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i>	7
1.4 CONCLUSIONS.....	8
2 MONITORING DES RESULTATS.....	9
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE.....	9
2.1.1 <i>Contexte général</i>	9
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	9
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	10
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	10
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	10
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	11
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	11
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	12
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	14
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	14
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	14
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	14
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	15
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	15
2.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	16
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	16
2.5 THEMES TRANSVERSAUX.....	20
2.5.1 <i>Genre</i>	20
2.5.2 <i>Environnement</i>	21
2.6 GESTION DES RISQUES.....	22
3 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE.....	23
3.1 REORIENTATIONS STRATEGIQUES.....	23
3.2 RECOMMANDATIONS.....	24
3.3 ENSEIGNEMENTS TIRES.....	24
4 ANNEXES.....	25

4.1	CRITERES DE QUALITE.....	25
4.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	29
4.3	CADRE LOGIQUE MIS A JOUR	30
4.4	APERÇU DES MORE RESULTS	31
4.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	32
4.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	34
4.7	LISTE DES PROJETS FINANCES SUR LE RESULTAT 2.1 EN 2016.....	35

Acronymes

ACCM	Association des Collectivités Cercle du Mali
ADR	Agence de Développement Régional
AMM	Association des Municipalités du Mali
ANICT	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
APL	Associations des Pouvoirs Locaux (ACCM-AMM-ARM)
ARM	Association des Régions du Mali
CADD	Cellule d'Appui à la décentralisation et à la déconcentration
CT	Collectivités territoriales
CTB	Coopération Technique Belge, Agence belge de développement
DCPND	Document Cadre de la Politique de Décentralisation
DGCT	Direction Générale des Collectivités Territoriales
DIN	Dotation aux investissements
DTF	Document Technique et Financier
FNACT	Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales
KFW	Kreditanstalt fur Wiederaufbau – banque de développement allemande
MAT	Ministère de l'Administration Territoriale
MDR	Ministère du Développement Rural
MDRE	Ministère de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat
M&E	Monitoring et évaluation
MO	Maitrise d'Ouvrage
MP	Indicateur de type « marqueur de progrès »
PADK II	Projet d'Appui à la décentralisation de Koulikoro (2)
PADRE-GIZ	Programme d'Appui à la décentralisation et à la réforme de l'Etat
PAICT	Projet d'Appui aux Investissements des Collectivités Territoriales
PAI-MAT	Projet d'appui Institutionnel au Ministère de l'Administration Territoriale
PAI MEP	Projet d'Appui Institutionnel au Ministère de l'Elevage et de la Pêche
PRODEZEM	Projet de développement du Zébu Maure
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
STD	Services Techniques Déconcentrés

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Projet d'Appui aux investissements des Collectivités Territoriales
Code de l'intervention	MLI 09 03411
Localisation	MALI
Budget total	7.170.000 €
Institution partenaire	Direction Générale des Collectivités Territoriales auprès du Ministère de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat
Date de début de la Convention spécifique	06/11/2014
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	Le 01/04/2015 – le 10/11/2015
Date prévue de fin d'exécution	30/03/2019
Date de fin de la Convention spécifique	05/11/2020
Groupes cibles	Les bénéficiaires directs de l'intervention sont les structures du MDRE et du MAT chargées de l'appui-conseil et du contrôle des collectivités territoriales (DGCT et Inspection de l'Intérieur), l'ANICT et les collectivités territoriales
Impact	La consolidation du processus de décentralisation et de la bonne gouvernance a contribué au développement socio-économique durable des populations du Mali
Outcome	Les collectivités territoriales ont des capacités d'investissement et de maîtrise d'ouvrage renforcées pour offrir des infrastructures socio-économiques pérennes aux populations
Outputs	Les ressources financières des collectivités territoriales augmentent et deviennent plus prévisibles Les capacités des acteurs et des systèmes nationaux sont renforcées en vue d'améliorer le financement et la durabilité des investissements locaux
Année couverte par le rapport	2016

1.2 Exécution budgétaire

	Budget (€)	Dépenses (€) FCFA		Solde (€)	Taux de déboursement à la fin de l'année n
		Années précédentes	Année couverte par le rapport (n)		
Total	7.170.000 4.703.211.690	2.618.275 1.717.475.814	2.856.321 1.873.623.754	1.695.403 1.112.112.122	76 %
Output 1	4.830.000 3.168.272.310	2.415.000 1.584.136.155	2.300.000 1.508.701.100	115.000 75.435.055	97,6 %
Output 2	1.295.000 849.464.315	25.828 16.942.057	309.124 202.772.051	960.047 629.750.000	26 %
Moyens Généraux	1.034.500 678.587.516	177.446 116.396.946	247.197 162.150.602	609.856 400.039.968	41%

Pour l'output 1 : le décaissement de la seconde tranche de la contribution Belge au FNACT a été effectué en décembre 2016. Ce paiement a été effectué après la conduite d'un audit de l'utilisation de la première tranche, intervenant à mi-parcours de l'exécution des projets des collectivités territoriales.

Pour l'output 2 : Les décaissements ont concerné principalement deux activités : a) 2.1 sur l'amélioration du contrôle externe (115.484 €/ 75.452.538 FCFA) - b) l'amélioration de la qualité des réalisations (145.484 €/ 95.3431.248 FCFA). Un audit a été réalisé fin 2016 sur la ligne 2.5 mais ne sera effectivement décaissé qu'en 2017. Les activités relatives au dispositif de financement sont reportées début 2017 dans l'attente de la réalisation de l'audit organisationnel du FNACT.

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

Les grandes orientations du PAICT ainsi que les activités prévues dans le DTF restent en cohérence et en pertinence avec le document cadre de politique nationale de décentralisation (DCPN) 2015-2024 et de son Plan d'Action qui ont été adoptés par le Gouvernement le 10 février 2016. Le PAICT appuie les travaux en cours sur l'amélioration du dispositif de financement des CT, notamment du FNACT. Le projet s'inscrit plus précisément dans l'opérationnalisation des réformes en cours. Par exemple, l'accélération du transfert de compétences et de ressources vers les CT inclut le transfert d'infrastructures de l'élevage et de la pêche et d'autres secteurs. Le PAICT travaille à l'aval en contribuant à l'élaboration des outils de gestion de ces infrastructures par les collectivités territoriales.

Durant l'année 2016, la logique d'intervention a été revue en profondeur à l'occasion de l'élaboration de l'étude de base du Projet. Des modifications ont été apportées pour consolider le lien logique entre les capacités et le niveau d'intervention, et les résultats visés. Cela a permis également de formuler la théorie du changement du projet et de mieux identifier les différentes trajectoires de changement dans les principaux domaines de résultat, que sont l'amélioration du contrôle externe, du dispositif de financement du

suivi de la qualité de la maîtrise d'ouvrage et des réalisations. La relecture conjointe du DTF a approfondi l'appropriation du projet par ses partenaires et a permis une programmation opérationnelle en phase avec les choix stratégiques identifiés conjointement.

1.3.2 Efficience

	Performance
Efficacité	B

La plupart des activités démarrent dans les délais. L'exécution prend souvent du retard, ceci en lien avec des contraintes comme les calendriers chargés des partenaires, la livraison des rapports d'étude et produits de consultations extérieures. La qualité insuffisante de la plupart des études et rapports exige plusieurs aller et retour afin d'améliorer la qualité des livrables, ce qui retarde la livraison finale et la conclusion de l'activité. Il est important d'ajuster la programmation afin de tenir compte de ces contraintes. Une des mesures correctives est d'anticiper plus et de lancer au plus vite les activités de 2017 et 2018, afin de rallonger la durée d'exécution et tenir compte de tous les aléas mentionnés ci-dessus qui pourront entraîner des retards dans l'exécution du projet.

1.3.3 Efficacité

	Performance
Efficience	B

La réalisation totale de l'outcome reste probable en fin de projet moyennant un recalibrage des ambitions. Ceci a été effectué à travers le processus « baseline »
 Le projet n'a pas connu de limitations dans la disponibilité des inputs.
 Le contexte dans lequel il intervient étant en pleine évolution avec d'importantes réformes en cours, un séquençage et conséquemment une reprogrammation des activités a été nécessaire concernant le renforcement de capacités des acteurs et systèmes nationaux. La contribution du Projet doit être dirigée vers les dynamiques nouvelles et les systèmes à conforter et doit donc s'ajuster au rythme des modifications en cours. Cela concerne en premier lieu les activités liées au dispositif de financement, qui sont dans l'attente des conclusions de l'audit organisationnel. Cela concerne également les activités de renforcement de capacités des élus dans l'attente de la mise en place des nouvelles équipes des CT suite aux élections locales. Nonobstant cette contrainte, des activités ont été conduites durant l'année 2016 qui vont concourir à l'obtention des résultats. La gestion des risques reste passive car les facteurs d'influence sont hors de portée de l'intervention et consiste surtout à adapter la programmation et les publics cibles des activités. Pour la suite du projet il sera important de faire une programmation sur les deux années à venir de façon à s'assurer que les dispositions sont prises suffisamment à l'avance pour pouvoir exécuter l'ensemble des activités malgré les aléas possibles du contexte.

1.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais dépend fortement de facteurs externes. Concernant les investissements des CT, l'entretien et la maintenance des infrastructures et équipements est un problème récurrent qui est surtout lié au niveau des ressources financières des CT. L'augmentation notable des fonds transférés par l'Etat aux CT devrait permettre à terme de mieux prendre en compte ce type de dépenses. Il existe également de nombreux projets et programmes visant à renforcer la mobilisation de ressources propres à travers le recouvrement des impôts et taxes, ce qui contribuera à une meilleure assise financière des CT.

Concernant le renforcement de capacités des acteurs et systèmes, les actions soutenues par le Projet sont ancrées dans les stratégies et plan d'actions propres des partenaires, et donc dans leur programmation. La durabilité et l'impact de ces actions dépendra en partie du niveau de financement par l'Etat de ces institutions, afin de leur donner les moyens d'intervenir plus largement. L'amélioration des capacités d'intervention, de leur efficacité et de leur visibilité devrait leur donner des atouts pour défendre un meilleur financement de la partie nationale. Il n'en reste pas moins que le contexte de restriction budgétaire est un facteur limitatif) garder à l'esprit.

Le Projet bénéficie d'un soutien et accompagnement important de ses partenaires dont l'appropriation s'est renforcée à travers le processus de préparation de la baseline et des trajectoires de changement

1.4 Conclusions

- La réalisation de l'étude de base a favorisé un processus d'apprentissage au sein du Projet et avec ses partenaires, une meilleure compréhension de l'approche de la théorie du changement, et en conséquence un affinement des stratégies d'intervention, notamment en ce qui concerne l'output 2.
- La contribution financière de la CTB aux investissements des CT a été entièrement mobilisée et de nombreux projets sont en cours d'exécution.
- L'ancrage des activités du projet dans les programmations des structures partenaires s'est renforcé et la dynamique de partenariat a fortement progressé.



2 Monitoring des résultats

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

La mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation se poursuit.

Les autorités intérimaires sont en cours d'installation dans les régions du Nord du pays, ouvrant la voie à la tenue des élections communales. Celles-ci se sont tenues fin novembre. Les nouvelles équipes communales ont été installées en décembre 2016.

Le Gouvernement s'engage effectivement dans le transfert accéléré de compétences et ressources. Un Plan Gouvernemental de transferts a été élaboré et validé en 2016, qui matérialise et encadre ce processus. Les derniers secteurs ont procédé à la promulgation des décrets nécessaires.

L'engagement d'un transfert accru de ressources s'est traduit par une augmentation conséquente du financement des CT sur budget national en 2016 (16,7% par rapport à 11% en 2015), ainsi que dans la loi de finances 2017 (18,3% qui doit être porté à 24%).

Des avancées significatives ont été accomplies dans le secteur de la décentralisation avec l'entrée en activité des Agences de Développement régional et la signature des premiers Contrats Plans Etat-Région.

Le contexte général reste marqué par une insécurité sur le terrain qui affecte de nombreuses régions et a des incidences sur les possibilités de déplacements et de contrôles sur le terrain.

2.1.2 Contexte institutionnel

Un remaniement ministériel est intervenu en septembre 2016, fusionnant les départements de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat. La Direction Générale des Collectivités Territoriales a été remaniée, avec la création d'une direction nationale dédiée à la Fonction Publique des Collectivités Territoriales.

Durant l'année 2016, les formations en direction des élus ont été différées dans l'attente de la tenue des élections communales. Celles-ci se sont tenues en novembre et ont conduit à un fort renouvellement des élus. En conséquence une des grandes priorités de l'année 2017 sera de dispenser les formations de base à ces nouveaux élus.

Une Direction Nationale de la Fonction Publique des Collectivités Territoriales a été créée et prendra effet en 2017. Cette création permettra de donner plus de moyens et de visibilité à l'encadrement de la fonction publique des CT, mais également à la DGCT de se désengager de ce domaine et se concentrer sur ses autres compétences.

L'ANICT a été confrontée à des changements d'équipes de direction de 2015 à mi 2016, avec des incidences sur le processus décisionnel d'approbation des droits de tirage 2015 et 2016. Un audit organisationnel du FNACT et de sa gestion par l'ANICT a été lancé fin 2016 afin de prendre en compte la nouvelle donne de la régionalisation et différentes opportunités d'accès à des financements additionnels comme le Fonds Vert.

L'ancrage du projet auprès de la DGCT reste pertinent puisque celle-ci assume le leadership sur un ensemble de thématiques essentielles à la maîtrise d'ouvrage

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Le résultat 1 est régi par les modalités d'exécution nationale du FNACT. Les perturbations liées au changement d'équipe de l'ANICT ont donc directement pénalisé le rythme d'exécution des activités prévues avec la publication tardive des droits de tirage 2015 aux CT. Une fois la notification effectuée, les procédures claires de l'ANICT ont permis une instruction rapide et le démarrage des travaux dans un délai raisonnable. Le système de rapportage a bien fonctionné, fournissant les éléments d'information requis pour la conduite de l'audit externe sur la contribution belge au FNACT.

Le résultat 2 est exécuté en régie Belge, d'où une forte réactivité.

Les activités du PAICT concernant plusieurs institutions, le portage technique est assuré par l'institution bénéficiaire (comme les différents partenaires du projet ou les différentes sous-directions de la DGCT), en coordination étroite avec la DGCT. Ce mode d'exécution a été performant.

Le projet reste en sous-capacité en ce qui concerne les ressources humaines. Une expérience de mise à disposition d'une conseillère technique n'a pas abouti aux résultats escomptés mais pourrait être renouvelé moyennant l'adaptation du profil. Ceci permettrait d'assurer un meilleur suivi des actions et un accompagnement technique plus étroit des activités des partenaires entreprises avec la contribution du projet.

2.1.4 Contexte HARMO

Le projet PAICT s'insère dans le plan d'action du document cadre de la politique nationale de décentralisation. Les actions du projet sont incluses dans les plans d'action annuels des différentes institutions et concernent pour la plupart un processus de changement pour étoffer leurs capacités d'intervention. C'est le cas notamment de l'Inspection de l'Intérieur dans son rôle de maître d'œuvre du Plan d'action issu des recommandations du contrôle externe.

Le travail par thématique permet de développer des complémentarités avec d'autres projets CTB. Par exemple, le travail sur la préparation d'outils de délégation de gestion vient en aval de celui effectué par le PAI-MAT sur le transfert de compétences et ressources de ce sous-secteur, et implique également les projets du secteur comme le PRODEZEM. Ce travail pourra être capitalisé afin d'être pris en compte par les nouveaux programmes de décentralisation et élevage dans la région de Koulikoro. La dynamisation est une autre thématique sur laquelle des liens sont recherchés avec les autres PTF appuyant les CT.

L'intervention a pu développer des partenariats étroits avec des institutions qui collaborent étroitement avec la DGCT pour l'exécution des activités du résultat 2.

2.2 Performance de l'outcome



2.2.1 Progrès des indicateurs

Outcome : Les collectivités territoriales ont des capacités d'investissement et de maîtrise d'ouvrage renforcées pour offrir des infrastructures socio-économiques pérennes aux populations.					
Indicateur cf note ci-dessous	Valeur de la <i>Baseline</i> 2014	Valeur année 2015	Valeur année 2016	Cible année 2016	Cible finale 2018
Evolution des ressources du FNACT	43,73	34,39 -21%	38.2- 12%	45,9 (+5% par an à partir de 2014	48.19
% de CT respectant les procédures de passation de marché	44%	48%	-	52%	60%
% de procédures des CT respectant les modalités de paiement des dépenses publiques	54%	56%	-	60%	70%

Les deux indicateurs sur les CT sont en cours de révision par l'Inspection de l'Intérieur.

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

L'outcome comprend deux grandes dimensions : l'augmentation des capacités d'investissement et des capacités de mise en œuvre (maîtrise d'ouvrage).

1. Les activités conduites dans le résultat 1 ont contribué à maintenir une capacité d'investissement en 2016 grâce à la mobilisation des droits de tirage 2015. La contribution Belge a été particulièrement importante compte tenu de la diminution importante des financements d'autres PTF qui ont conduit à une baisse drastique du montant total du FNACT. Les investissements financés sur droits de tirage 2015 ont été effectivement mis en œuvre en 2016 et vont se concrétiser en infrastructures dans les CT. Dans la mesure où cette contribution est unique (un seul exercice) elle ne peut contribuer à une augmentation durable des capacités d'investissement des CT

Les ressources du FNACT en 2016 repartent à la hausse sans toutefois atteindre le niveau de 2014. Ceci est dû à l'augmentation notable des ressources provenant du Budget national, ainsi que d'engagements d'autres PTF¹ venant remplacer les PTF² ayant interrompu leur contribution. Le Budget national finance à hauteur de 36% la dotation aux investissements et aux intercollectivités (DIN + DIC), et entièrement les dotations au fonctionnement (DAFCT) et à la garantie des emprunts (DGECT). Les fonds d'investissements avec un ciblage sectoriel représentent 20% de la DIN (3,8Md FCFA pour le secteur de la Santé et 851 M CFA pour le secteur de l'éducation). Le ciblage géographique représente 24,6% (les programmes AFD des régions du Nord, de Ségou et Mopti et le CPER Bamako). Les fonds non ciblés de la DIN-DIC (donc hors CPER et Fonds DER) s'élèvent à 17.487.348 € soit 50% du total de cette dotation.

¹ Projets financés par l'AFD sur les régions de Ségou et Mopti et sur les 5 régions du Nord

² KFW

2. Le résultat 2 concernant le renforcement de capacités des systèmes et acteurs nationaux vise à augmenter la capacité de mise en œuvre des investissements des CT. Les activités visent un effet indirect sur les collectivités territoriales, à travers une collaboration avec des acteurs et systèmes qui sont des partenaires du projet mais sur lesquels le projet n'a qu'une influence limitée. Après un an d'activité, suite au démarrage tardif du projet (décembre 2015) il est difficile de mesurer ces effets indirects. Les avancées sont encore fragiles au niveau de l'outcome. Deux avancées positives peuvent être mentionnées :
- Des jalons sont posés pour le renforcement et surtout une meilleure articulation du système de contrôle externe des collectivités territoriales qui maintiendra une pression accrue pour le respect des procédures et la bonne gouvernance en matière de maîtrise d'ouvrage
 - Un processus de renforcement de capacités a démarré sur la délégation de gestion des infrastructures de l'élevage et de la pêche. Les outils produits sont demandés effectivement par les services techniques et les collectivités territoriales.

Le processus de changement visé n'est pas à l'œuvre sur le renforcement des capacités financières. Le projet n'a pas de prise sur les facteurs d'influence décisifs sur l'augmentation quantitative des ressources financières et sur leur prévisibilité.

Concernant le processus de changement au sein des partenaires du projet :

- L'Inspection de l'Intérieur a conduit une réflexion et engagé des actions pour se positionner comme maître d'œuvre délégué de la mise en œuvre du Plan d'actions issu des recommandations du contrôle externe, et a développé en ce sens ses interactions avec la tutelle.
- A travers l'étude de base et des activités complémentaires (ateliers avec les acteurs de la maîtrise d'ouvrage des CT et les structures qui les accompagnent), une réflexion conjointe avec les partenaires a conduit à faire évoluer l'offre de formation du CFCT, ce qui reste à concrétiser dans les activités 2017.
- La prise de conscience sur l'intégration du genre s'est accrue au sein de la DGCT à travers la réalisation de l'étude sur la prise en compte du genre dans la formulation des investissements des CFT, et la réalisation d'une formation en genre, et a abouti à désigner des cadres chargés de l'agenda genre. Ces cadres ont reçu des formations complémentaires via d'autres PTF et se sont engagés dans la programmation d'un plan d'action.

Les principales difficultés relevées concernent :

- La difficulté de conduire un processus de changement pour des institutions en sous-effectif avec un déficit de ressources humaines qualifiées
- Le contexte institutionnel de la décentralisation qui est en évolution rapide et qui entraîne une difficulté de positionnement ;
- La capacité d'influence limitée du projet, qui a grand rayon d'action et des moyens limités. Ceci a conduit à un recentrage des activités plus en lien avec les ressources disponibles et les possibilités d'influence.

2.2.3 Impact potentiel

L'impact est ambitieux et concerne l'amélioration de la condition socio-économique des populations. Il existe un fort décalage dans le temps entre les résultats qui peuvent être obtenus à travers l'approfondissement de la décentralisation afin que les CT délivrent des services améliorés à leurs citoyens. Les investissements réalisés dans le cadre du projet

portent surtout sur le secteur éducation et peuvent avoir un impact direct sur le taux de scolarisation, quoique faible au regard des montants mobilisés par rapport aux besoins. La progression des indicateurs Santé et Education dépend de nombreux facteurs parmi lesquels l'investissement (infrastructures et équipement) n'est pas le seul déterminant. Il n'a cependant pas été possible d'identifier des indicateurs d'impact plus appropriés.

2.3 Performance de l'output 1

2.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : Les ressources financières des collectivités territoriales augmentent et deviennent plus prévisibles.					
Indicateurs	Valeur de la Baseline 2014	Valeur année 2015	Valeur année 2016	Cible année 2016	Cible finale 2018
Nombre annuels de projets financés par les CT	1302	1270	nd ³	1890	2000
% de ressources du FNACT affectés aux fonds généraux ⁴		20%	50%		

2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁵	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Appui financier à la dotation d'investissement du FNACT		X		
2 Appui au fonctionnement de l'ANICT		X		

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Le PAICT a des capacités d'intervention et d'influence limitées pour une augmentation durable des ressources d'investissement et une amélioration de la prévisibilité de ces financements. En effet, la contribution au FNACT ne s'inscrit pas dans la durée puisqu'il s'agit d'un seul versement affecté aux droits de tirage 2015. Par ailleurs, l'augmentation des ressources du FNACT se fera dans le cadre de l'approfondissement de la décentralisation dans le cadre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation. Dans ce cadre, l'Etat s'est engagé à augmenter les transferts du Budget National en faveur des CT. Ceci relève des arbitrages effectués par le Gouvernement. Cet engagement s'est concrétisé en 2016 par une nette progression des ressources du budget national affecté au FNACT et notamment à la dotation aux investissements.

³ La date limite de mobilisation par les CT est le 31/01/2017, le nombre total de projets sera disponible après cette date.

⁴ pas dans le nouveau cadre de monitoring

⁵ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

La contribution Belge à la DIN du FNACT a été incluse dans les droits de tirage dès mars 2015. Toutefois le remplacement de l'équipe dirigeante a perturbé le calendrier normal d'approbation et de publication des droits de tirage. La première tranche a été décaissée en décembre 2015. Les droits de tirage 2015, publiés en novembre 2015 ont été revus et finalement notifiés aux CT en janvier 2016. Le délai pour la mobilisation des ressources a été fixé au 31 juillet 2016. A cette date, 478 projets ont été approuvés. Ces projets sont en cours d'exécution. Les projets relatifs à l'achat d'équipements sont achevés en décembre 2016. Les projets de constructions sont en cours de réalisation. Suite aux conclusions de l'audit externe commandité en novembre 2016, et au rapport fourni par l'ANICT, la seconde et dernière tranche de financement a été décaissée.

Les investissements réalisés sur contribution du PAICT aux DT 2015 sont ainsi répartis :

Nature des projets	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Mopti	Total
Secteur Education					
<i>Nombre projets</i>	116	46	43	32	237
<i>Montant</i>	642.924.118	306.218.983	245.376.176	220.981.189	1.415.500.466
Secteur Santé					
<i>Nombre projets</i>	27	42	13	5	87
<i>Montant</i>	153.955.523	248.653.439	85.686.458	54.127.109	542.422.529
Secteur Equipement					
<i>Nombre projets</i>	73	46	17	9	145
<i>Montant</i>	410.673.281	308.728.822	145.474.263	68.033.074	932.909.440
Secteur Hydraulique					
<i>Nombre projets</i>	2	1	2	1	6
<i>Montant</i>	18.549.677	11.503.077	10.384.730	19.488.474	59.925.958
Autres					
<i>Nombre projets</i>	2	1			3
<i>Montant</i>	26.461.555	7.303.852			33.765.407
Total					
Nombre projets	220	136	75	47	479
Montant	1.252.564.154	882.408.173	486.921.627	362.629.846	2.984.523.000

2.4 Performance de l'output 2

2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : Les capacités des acteurs et des systèmes nationaux sont renforcées en vue d'améliorer le financement et la durabilité des investissements locaux					
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2015	Valeur année 2016	Cible année 2016	Cible finale 2018
% des CT inspectées annuellement	3,41%	3,41%	5%	7,5%	10%
% de recommandations des inspections qui sont mises en œuvre	33%	33%	36%	40%	50%
Indicateur MP	2	2	2.5	3	3.5
Nombre de missions de contrôle et de suivi des recommandations effectuées	24	24	35	40	45
Indicateur MP : le financement des CT intègre des mesures incitatives à la performance	0.5	0.5	0.5	1	1.5
Indicateur MP : le renforcement de capacités des acteurs en MO s'adapte plus étroitement aux besoins des publics-cibles	0.5	0.5	1	2	2.5

Indicateur MP : les CT ont accès à un dispositif autonome d'appui conseil	2.5	2.5	2.5	2.8	3
Indicateur : nombre de CT et services techniques utilisant les outils de délégation de gestion des infrastructures Elevage et Pêche	0	0	0	15	30

2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁶	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Mission de contrôle externe des investissements des collectivités territoriales		X		
2 Amélioration du dispositif d'appui financier aux CT			X	
3 Appui au suivi de la qualité de la maîtrise d'ouvrage		X		
4 Appui au suivi de la qualité des réalisations		X		
5 Audit externe de la contribution au FNACT		X		
6 Suivi technique des actions de renforcement des capacités et de la qualité des investissements ⁷			X	
7 Backstopping technique et financier		X		

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Cet output a été réexaminé lors du processus baseline, et 3 outputs intermédiaires ont été identifiés :

- 2.1 le système de contrôle externe des investissements est amélioré
- 2.2 les performances des CT sont prises en compte dans le dispositif de financement
- 2.3 la qualité de la maîtrise d'ouvrage et des réalisations est améliorée

De façon générale, les trajectoires de changement et les points d'entrée ont été précisés pour ces trois domaines au cours de l'année 2016.

Les avancées sont les suivantes :

- ✚ Le renforcement du contrôle externe vise à accentuer la pression sur les CT pour se conformer aux règles. L'Inspection de l'Intérieur est l'acteur-clé d'un dispositif de contrôle externe des CT. L'actualisation du Plan d'actions dont il est le maître d'œuvre délégué a été un processus d'apprentissage pour l'Inspection en vue de développer ce rôle de chef de file et de coordination. La démarche est poursuivie et approfondie en 2017.
- ✚ La promotion de mesures incitatives liant la performance en MO au financement est un des autres moyens identifiés pour encourager le changement de pratiques des CT. Il n'y a pas eu d'avancée notable en 2016, à part la préparation de

⁶ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

⁷ Activité aussi non programmée pour 2015

l'étude de faisabilité. L'audit organisationnel du dispositif de financement est un préalable pour que soient conduites les autres activités.

- ✚ L'amélioration des produits et des approches pour la formation et l'accompagnement des CT en MO. Un travail de maturation des approches et de préparation des activités a été mené, notamment à travers la réalisation de deux études, et des ateliers avec les partenaires du projet, qui ont évolué sur cette question. Ce travail débouche sur des activités concrètes et innovantes programmées en 2017. Par ailleurs, un investissement important a été effectué autour de l'entretien et l'utilisation des équipements et infrastructures pour les secteurs de l'Elevage et de la Pêche et pour la Santé. On note un fort intérêt pour les activités réalisées et les outils produits, et une meilleure connaissance des bonnes pratiques, notamment pour la délégation de gestion des infrastructures marchandises et pour la cogestion dans le domaine de la Santé. Les actions entreprises sont à approfondir en 2017.

Pour des questions de facilité, le rapport plus détaillé ci-dessous est établi selon les rubriques budgétaires.

L'amélioration du contrôle externe des investissements.

Deux actions phare ont été conduites en 2016 visant à renforcer le dispositif du contrôle externe :

- I. L'actualisation du Plan d'action issu des recommandations du contrôle externe. Conduite par l'Inspection de l'Intérieur, cette activité a consisté à établir l'état d'avancement de la mise en œuvre du Plan d'action, ceci en trois temps : travail de compilation par l'Inspection, un atelier à Bamako avec les acteurs nationaux, et des ateliers régionaux concernant toutes les régions du Mali afin de recueillir les avancées sur le terrain. L'ensemble de ces activités a été appuyé par un consultant mis à disposition via le PAICT. Les ateliers ont permis de disséminer le plan d'actions et de réunir les acteurs du contrôle externe à tous les niveaux en vue d'analyser les progrès et réfléchir sur les améliorations et l'actualisation à effectuer. Ce sont au total un atelier à Bamako et 7 ateliers régionaux qui ont été conduits, et ont réuni notamment au niveau régional 385 acteurs. Ce processus a permis de sensibiliser les acteurs à tous les niveaux autour de la problématique du contrôle externe des investissements. Ce travail sera finalisé en 2017 et a permis à l'Inspection de se repositionner au niveau national sur ce plan d'action et de développer une démarche de changement et de renforcement de capacités en interne.
- II. Un atelier pour le renforcement du contrôle citoyen sur la réalisation des investissements. Cette activité a été portée conjointement par l'ANICT et la DGCT et visait à consulter les acteurs du niveau régional (élus, société civile et services techniques/tutelle) sur le thème du renforcement du contrôle citoyen des investissements réalisés avec l'appui du FNACT, afin de mieux définir les actions à conduire pour renforcer le contrôle citoyen. Cet atelier s'est tenu à Koulikoro fin mars 2016 avec les acteurs de la société civile mais n'a pas donné suite à des développements spécifiques. La préoccupation du contrôle citoyen a été intégrée dans la conception de nouveaux produits de formation et d'information avec l'APL et le CFCT qui seront lancés en 2017

L'amélioration du dispositif de financement des investissements des CT.

Le dispositif global de mise en œuvre et d'appui à la décentralisation est en forte évolution, et exige un réexamen du dispositif de financement des CT, y compris des investissements. La contribution du PAICT a été orientée autour de la question de la répartition des ressources et de la formule de péréquation, ainsi que de l'adoption de mesures d'incitation liant la performance en maîtrise d'ouvrage au financement.

Dans ce cadre deux activités ont été conduites en 2016 :

1. Un atelier organisé par l'ACCM, afin d'élaborer sa contribution aux propositions de révision de la formule de péréquation, demandée lors du conseil d'administration de l'ANICT de juin 2015. Cet atelier a réuni tous les présidents des conseils de cercle, à Bamako le 27 avril 2016, avec l'apport technique de l'ANICT qui a présenté, entre autres, les recommandations de la visite technique du FMI de janvier 2015 portant sur la formule de péréquation et les critères à considérer. L'ACCM a pu élaborer sa contribution à partir des travaux de l'atelier.
2. La préparation d'une étude de faisabilité sur les mesures incitatives à la performance dans le dispositif de financement des CT. Les termes de référence de l'étude ont été élaborés conjointement avec l'ANICT et examinés par la commission des finances locales. La décision a été de surseoir au lancement de cette étude dans l'attente des résultats de l'audit organisationnel du FNACT et de sa mise en œuvre par l'ANICT.

L'amélioration de la qualité de la maîtrise d'ouvrage et des réalisations

Fin 2015 deux études ont été lancées avec la DGCT qui portent sur des problématiques précises de la maîtrise d'ouvrage des CT. Ces études se sont poursuivies et achevées en 2016.

- La première étude est consacrée à la prise en compte du genre dans la formulation des projets d'investissement des CT. L'analyse a porté sur : i) la prise en compte des aspects genre dans le processus de planification locale et de programmation des investissements ; ii) la représentation et de la capacité d'influence des femmes dans les organes décisionnels de la planification et de la programmation des CT iii) la prise en compte des aspects genre à toutes les étapes de la maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales, incluant le dispositif d'appui aux Collectivités territoriales. Une série de recommandations ont été émises qui seront mises à profit pour préparer un plan d'action « Genre » à la DGCT
- La seconde étude est une capitalisation des expériences des intercollectivités en maîtrise d'ouvrage. Le constat de départ est que certaines CT disposent d'une compétence technique en interne à travers l'intercollectivité. L'étude a pour objectif de capitaliser certaines de ces expériences afin d'alimenter la réflexion sur la mutualisation de services. Cette étude a capitalisé l'expérience de 5 intercollectivités. Plusieurs recommandations ont été formulées, et notamment le principe d'organiser un forum avec tous les acteurs et les partenaires des intercollectivités et qui les soutiennent a été retenu, en vue de développer une stratégie de dynamisation des intercollectivités. Des travaux préparatoires ont été engagés pour ce forum, dont la réalisation d'un état des lieux des intercollectivités. Un questionnaire a été élaboré et a été distribué activement lors de divers déplacements. Ces travaux préparatoires se poursuivront en 2017 en préalable à l'atelier qui doit se tenir au premier semestre 2017.

Concernant la qualité des réalisations à savoir l'utilisation et l'entretien durables des investissements, deux problématiques ont été choisies et appliquées à des secteurs, qui ont un lien direct avec le fonctionnement des services au public que doivent délivrer les CT :

1. L'amélioration des délégations de gestion pour les infrastructures marchandes appliquée au secteur de l'élevage et de la pêche. Cette activité conduite par la CADD Elevage et Pêche et la DGCT a permis de réaliser des outils de délégation de gestion selon une approche participative, avec la collaboration du projet PRODEZEM et l'implication étroite du Ministère de l'Elevage et de la Pêche. Les outils produits sont d'ores et déjà en phase de dissémination. Les développements prévus sont de développer des produits complémentaires pour toucher toutes les catégories d'utilisateurs (outre les CT et les services techniques) et du matériel de formation et d'information, mais aussi d'étendre la démarche à d'autres secteurs. Cette activité est en phase avec le Plan triennal de transferts et vise à garantir une meilleure responsabilisation, utilisation et maintenance de ces équipements.
2. L'amélioration de la co-gestion et de la gouvernance des centres de santé de référence A l'initiative de l'ACCM, de la CADD et de la DFM Santé et du Cabinet du MDRE, cette activité a été conduite dans 6 régions en vue de clarifier les rôles respectifs entre les techniciens du secteur et les élus de façon à faciliter la mobilisation des ressources, le fonctionnement et l'entretien des équipements. Ce sont au total 352 acteurs de la Santé aux niveaux régional, cercle et commune, qui se sont mobilisés. Dans la continuité de ces ateliers, il est prévu de programmer des actions de suivi en 2017 afin d'évaluer l'effet de cette activité sur la mobilisation des ressources pour le fonctionnement de ces services et l'entretien des équipements et d'identifier le besoin d'actions complémentaires.

L'audit externe de la contribution Belge au FNACT 2015

Par ailleurs, selon les termes du DTF et de l'accord d'exécution avec l'ANICT, le projet a financé la réalisation d'un audit de la contribution belge aux droits de tirage. Cet audit réalisé fin novembre a concerné sur le terrain deux régions (Kayes et Koulikoro) et a mis en évidence :

- La fiabilité du dispositif ANICT pour décaisser les financements destinés aux collectivités territoriales
- La réalité des investissements effectués sur le terrain
- Les difficultés multiples des CT en maîtrise d'ouvrage, et l'importance du chemin restant pour les amener à un niveau satisfaisant de maîtrise des procédures.

Les points soulevés par l'audit permettent de dialoguer avec l'ANICT et l'Inspection de l'Intérieur pour le suivi et le contrôle, et de nourrir la réflexion sur les stratégies à adopter et le contenu des actions de renforcement de capacités.

La réalisation de l'étude de base

Une relecture du DFT était essentielle pour le démarrage de l'étude de base. En effet, le contexte d'intervention a évolué entre la rédaction du DTF et le démarrage du projet. Les objectifs et interventions prévues dans le DTF étaient aussi très larges. Un recentrage autour de grandes priorités ou points d'entrée plus réalistes était nécessaire pour pouvoir obtenir un effet tangible et des changements visibles.

Ce travail de relecture a été effectué au cours d'un atelier de trois jours à Kalabancoro (les 8, 9 et 10/03) avec l'appui d'une experte CTB Niger, maîtrisant la théorie du changement. Suite à cet atelier le plan de travail de l'étude de base a été rédigé. Des consultants ont été recrutés pour réaliser l'étude de base proprement dite : un bureau national pour conduire l'étude de base, et un expert en théorie du changement (recruté sur le contrat-cadre CTB) pour animer un second atelier visant à définir les trajectoires de changement dans les domaines de changement (modifications issues de l'atelier de relecture). Ce second atelier s'est déroulé les 4, 5 et 6 octobre à Bamako. Enfin, deux sessions plus restreintes ont été organisées pour affiner la programmation opérationnelle dans le domaine du contrôle externe avec l'Inspection de l'Intérieur (le 16/11) et dans le domaine des renforcements de capacités au CFCT le 15/11. Le rapport de l'étude de base a été finalisé en décembre 2016.

2.5 Thèmes transversaux

2.5.1 Genre

Le DTF a prévu de lancer, dès le démarrage du projet, une étude sur la prise en compte du genre dans la formulation des investissements des collectivités territoriales. Cette étude a été conduite en 2016 comme mentionné au paragraphe 2.4.3.3.

Les principales conclusions de cette étude sont :

- Pas de prise en compte du genre dans la planification et la formulation des projets
- Une faible présence des femmes au sein des instances décisionnelles et peu de sensibilité des acteurs de la planification locale
- Une faible sensibilité au genre au sein des institutions en charge de la décentralisation comme le Ministère et l'ANICT.
- Il existe des expériences intéressantes de capacitation des femmes menées au niveau local et, soutenues par des projets. Ces expériences sont encore très peu nombreuses et devraient s'inscrire dans une intervention à plus long terme.

L'étude présente plusieurs propositions, qui sont pour la plupart mentionnées dans la Politique nationale du Genre, en vue de :

- Améliorer la prise en compte du genre lors de l'élaboration du PDSEC (renforcement de capacités des CT et mobiliser les APL autour de la question genre)
- Intégrer des critères genre dans la formule de péréquation et dans les études de faisabilité et la priorisation des projets, voire adopter des mesures incitatives pour financer des projets plus sensibles au genre.
- Développer au sein des institutions en charge de la décentralisation une meilleure connaissance et prise en compte du genre
- Accompagner et soutenir la mise en place de coordinations communales de femmes pour une participation plus active et affirmée aux prises de décision.

Ces propositions vont être prises en compte dans la programmation opérationnelle 2017. Il appartient à la DGCT et ses partenaires d'identifier conjointement avec le projet les actions qui pourront être menées avec l'appui du PAICT.

Une formation en genre a été organisée pour les cadres de la DGCT en partenariat avec ONUFEMMES (cf § 4.3.3.6).

2.5.2 Environnement

Le DTF prévoyait de lancer, dès le démarrage du projet, une étude sur la prise en compte des normes environnementales dans la formulation des investissements des collectivités territoriales.

Après consultations, cette étude a été estimée peu opportune. Compte tenu de la faible dimension des projets financés sur le FNACT pour les CT, les études environnementales ne peuvent qu'être sommaires. Ce domaine est déjà bien encadré par la réglementation en vigueur. Les défis à relever sur la maîtrise d'ouvrage sont nombreux et il a été jugé plus adapté de se concentrer sur les aspects relatifs à la gouvernance, le contrôle, la passation de marchés, l'exécution, et l'entretien des investissements.

2.6 Gestion des risques

Identification du risque ou problème				Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
	Description du Risque	Periode d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
7	Insuffisance de moyens humains, matériels et financiers de la tutelle pour le suivi des réalisations des CT	Formulation	DEV	Medium	High	High Risk	Mise en œuvre du plan de renforcement de la tutelle (l'inspection) ; missions d'inspection et de contrôle externes.	CTB	déc-16	L'actualisation du plan d'action de mise en œuvre des recommandations du contrôle externe est programmée sur financement PAICT. Ceci permettra de faire le point sur ce qui a déjà été mis en place et sur le partage des responsabilités entre les acteurs du contrôle.	En cours
8	Capacité d'absorption de la DGCT d'un nouvel appui AT	Q4 2014	OPS	Medium	High	High Risk	Mécanismes de coordination entre PAIR, PAIMAT et PAICT avec DGCT et plans d'actions bien déterminés pour chaque projet.	CTB	decembre 2015	Risque augmenté avec changement de direction et la réorganisation en cours de la DGCT. Participation de ATI aux réunions de coordination internes de la DGCT et coordination avec autres ATI	Terminé
9	Vacance du pouvoir exécutif des collectivités territoriales	Q4 2014	OPS	High	High	Very High Risk	Une décision politique devra intervenir: extension du mandat des équipes actuelles ou délégation spéciale, ceci dans l'attente de la tenue des élections. Adapter les stratégies de renforcement de capacités en fonction des dispositions prises par le Gouvernement	CTB	nov-16	Le mandat des équipes actuelles a été prolongé jusqu'à l'organisation des prochaines élections	Terminé
10	Elections locales programmées à partir de novembre 2016	Q4 2016	OPS	Medium	Low	Low Risk	Adapter la programmation des activités: Ne pas programmer d'activités de terrain durant les périodes pré-électorales, et tenir compte de l'arrivée de nouvelles équipes élues pour le renforcement de capacités	CTB	juin-17	suivre le calendrier électoral avec DGCT	Nouveau
11	Possibilité de réorganisation du dispositif de financement du FNACT et de l'ANICT : un audit organisationnel prévu pour Q4 2016	Q4 2016	OPS	Medium	Low	Low Risk	Programmer les activités relatives au dispositif de financement après les résultats de l'audit organisationnel en 2017	CTB	decembre 2017	Suivre l'avancement et les conclusions de l'audit organisationnel	Nouveau

3 Pilotage et apprentissage

3.1 Réorientations stratégiques

La logique d'intervention n'a pas été modifiée par rapport au DTF du projet. Elle garde toute sa pertinence en relation avec le contexte d'intervention. Toutefois, le travail de réflexion conduit tout au long du processus de baseline a permis de mieux préciser les trajectoires de changement que le projet doit accompagner.

Cependant, la cohérence interne entre les différents niveaux de résultats doit être revue en lien avec la théorie du changement. En adoptant cette grille de lecture, le niveau de certaines activités du DTF relèvent plutôt de différents domaines d'outputs ou résultats intermédiaires dans lesquels doivent se matérialiser des changements de pratiques et de comportement.

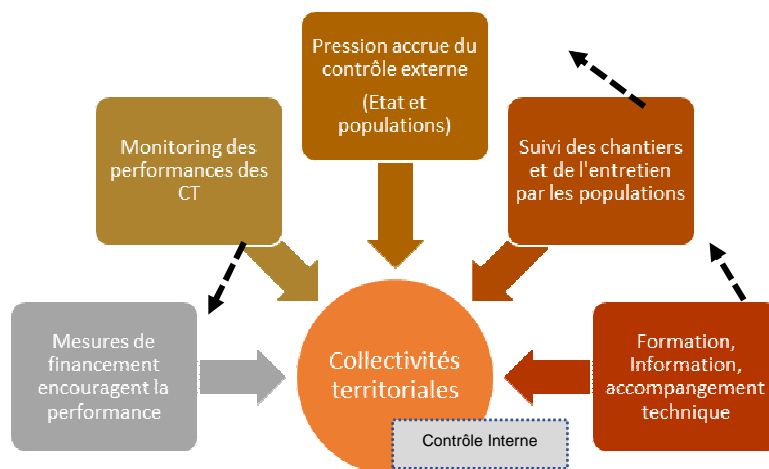
Suite aux différents ateliers, les amendements suivants sont à prendre en compte dans le cadre de monitoring et la stratégie d'intervention : 4 activités suivantes du résultat 2 sont considérées comme des outputs intermédiaires pour lesquels peuvent être identifiés des indicateurs de progrès :

- A 2.1 Appui au contrôle externe des investissements des CT
- A 2.2 Amélioration du dispositif de financement des CT
- A 2.3 Appui au suivi de la qualité de la maîtrise d'ouvrage des CT et A 2.4 Appui au suivi de la qualité des réalisations (gestion et maintenance). Ces deux activités 2.3 et 2.4 sont intégrées dans un même processus de renforcement de la qualité de la maîtrise d'ouvrage.

Restent au niveau de simples activités : la réalisation de l'audit externe de la contribution du projet au FNACT ; les activités liées au suivi des actions et de la mise en œuvre du DCPND et les activités de backstopping.

Il est important de souligner que l'approche développée par le PAICT relève principalement du développement institutionnel et est en conséquence centrée sur une logique de système, de réseaux d'acteurs et de fonctionnalités autour de la chaîne de la maîtrise d'ouvrage plutôt qu'une logique de développement organisationnel propre à des structures déterminées.

La logique sous-jacente est de renforcer tout le système d'accompagnement et de contrôle pour inciter les collectivités territoriales à améliorer leurs performances en maîtrise d'ouvrage (cf. schéma ci-dessous). Sur chacun des domaines de changement plusieurs acteurs interviennent et doivent collaborer.



Des indicateurs marqueurs de progrès ont été élaborés et vont servir à mesurer le processus de changement et d'apprentissage.

3.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Valider l'étude de base et la programmation opérationnelle et le budget révisé pour 2017-2018	SMCL	Q1 2017
Tenir deux fois par an des ateliers pour évaluer les marqueurs de progrès	PAICT et partenaires	Q2 et Q4 2017

3.3 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Les points positifs apportés par les intercollectivités en matière de maîtrise d'ouvrage (étude de capitalisation à disséminer)	MATDRE, APL, CT, IC, PTF, tutelle, directions centrales (Budget, Finances et autres) et services de l'Etat

4 Annexes

4.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
	X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?				
	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
X	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?				
X	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
		X		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
X	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		

	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?		
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?		
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
		X		

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?

	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?

	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.

C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

A	B	C	D
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale			
	X		

4.1 Durabilité financière/économique ?

A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.	
x	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.	
D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.	

4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?

X	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.

4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?

	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
x	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.

4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?

	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
--	----------	---

x	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision					Action			Suivi
N°	Décision	Periode d'identification (mmm.aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement
1	Démarrage du projet acté et approbation du programme d'action 2015-Q12016	nov-15			diligenter le lancement des activités prévues		31/01/2016	3 études démarrées, 3 ateliers organisés, autres activités en préparation
2	Approbation du règlement intérieur de la SMCL moyennant prise en compte des observations	nov-15			règlement intérieur révisé et diffusé		31/12/2015	
3	Validation du rapport de résultats 2015	févr-16			-			
4	Validation du programme de travail 2016	févr-16			à mettre en œuvre avec diligence		31/12/2016	effectué
5	Approbation de recruter un conseiller technique national par une mise à disposition du MDRE	févr-16			à mettre en œuvre avec diligence		31/12/2016	Effectué, conseillère mise à disposition en juin.
6	Validation modifications rapport résultats 2015	mars-16			rapport amendé et transmis		31/12/2016	

4.3 Cadre logique mis à jour

Le cadre de monitoring a été revu lors de l'étude de base :

Indicateurs objectivement vérifiables	Sources	Hypothèses
Objectif global : la consolidation du processus de décentralisation et de la bonne gouvernance a contribué au développement socio-économique durable des populations du Mali		
Indicateur 1 : Taux de scolarisation G/F au primaire et secondaire	- rapports annuels CPS Education	La volonté politique du Mali en matière de décentralisation est confirmée
Indicateur 2 : % de population ayant accès à un centre de santé fonctionnel à – de 5 kms	- Annuaire SLIS produit par la CPS et Direction nationale de la Santé	Le Mali s'engage résolument dans l'amélioration de la gouvernance et la bonne gestion des finances publiques pour mener avec efficacité et efficience ses politiques de développement
Objectif spécifique : les collectivités territoriales ont des capacités d'investissement et de maîtrise d'ouvrage renforcées pour offrir des infrastructures socio-économiques pérennes aux populations		
Indicateur 3 : Evolution des ressources du FNACT	- rapport annuel de l'ANICT	L'Etat du Mali accélère le processus de transfert des compétences et des ressources et augmente la part de sa contribution au FNACT (y compris pour la dotation de fonctionnement des CT).
Indicateur 4 : % de CT respectant les procédures de passation de marché	- rapports de l'Inspection de l'Intérieur	Les mesures de renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales restent au cœur de l'agenda politique
Indicateur 5 : % de CT respectant les modalités d'exécution des dépenses publiques	- rapports des missions de contrôle et d'audit	
Résultat 1 : les ressources financières des CT augmentent et deviennent plus prévisibles		
Indicateur 6 : Nombre de projets d'investissements financés par les CT	- rapport ANICT	Les contributions de l'Etat au FNACT augmentent
Résultat 2 : les capacités des acteurs et les systèmes nationaux sont renforcées en vue d'améliorer le financement et la durabilité des investissements locaux		
Indicateur 7 : taux de mise en œuvre des recommandations du contrôle externe des investissements	- Rapports Inspection de l'Intérieur et rapports audit	
Résultat intermédiaire 2.1 : le système de contrôle externe des investissements est amélioré		
Indicateur 8 : % de CT inspectées annuellement	- rapports de l'Inspection de l'Intérieur	L'Inspection de l'Intérieur a les moyens de conduire des missions de contrôle externe et d'encadrer les acteurs régionaux dans le contrôle externe
Indicateur 9 Marqueur de Progrès : de type Capscan « le contrôle externe contribue à l'amélioration de la qualité de la maîtrise d'ouvrage des CT	- rapport de l'atelier de mesure annuel	La tutelle a les moyens de contrôler efficacement les CT
Indicateur 10 : Nombre de missions de contrôle et de suivi des recommandations effectuées	- rapports de l'Inspection de l'Intérieur	
Résultat intermédiaire 2.2 : le dispositif de financement des investissements est amélioré		
Indicateur 11 MP : le financement des CT intègre des mesures incitatives à la performance	- rapport de l'atelier de mesure annuel (rapport projet)	Les réflexions sur l'avenir du FNACT aboutissent à une répartition plus équitable des ressources, incitant les CT à améliorer leurs performances

Résultat intermédiaire 2.3 : amélioration de la qualité de la maîtrise d'ouvrage et des réalisations des CT		
Indicateur 12 MP : le renforcement de capacités des acteurs en maîtrise d'ouvrage des CT s'adapte plus étroitement aux besoins des publics-cibles	- rapport de l'atelier de mesure annuel (rapport projet)	Les différents acteurs du renforcement de capacités collaborent pour l'élaboration d'une gamme étendue et adaptée de produits de formation
Indicateur 13 MP : les CT ont accès à un dispositif autonome d'appui conseil en maîtrise d'ouvrage	- rapport de l'atelier de mesure annuel (rapport projet)	L'Etat et les PTF soutiennent la dynamisation des intercollectivités et leur articulation avec le niveau régional
Indicateur 14 : Nombre de CT et services techniques qui utilisent les outils de délégation de gestion des infrastructures de l'élevage et de la pêche	- rapports projet et CADD Elevage Et Pêche	Les services techniques s'approprient les outils et conseillent techniquement les CT et OP pour l'utilisation des outils de délégation de gestion
Indicateur 15 : évolution du financement des conseils de gestion des centres de santé de référence et des contributions au système de référence évacuation	-rapports de la DFM Santé	La gouvernance des centres de santé de référence et du système de référence évacuation s'améliore et permet un meilleur entretien des infrastructures et équipement

4.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Oui (cf ci-dessus)
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Non (en attente de validation)
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	Q2 2017
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	2018 (estimation)
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Mars 2016

4.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of MLI0903411

Project Title : **Contribution au Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales (FNACT)**
 Budget Version : **C01**
 Currency : **EUR**
 YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**
 Year to month : **31/12/2016**

Status	Fin Mode	Amount	2015	2016				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				Q1	Q2	Q3	Q4				
A RENFORCEMENT CAPACITÉS		6.125.000,00	2.440.828,74	26.069,46	80.152,55	176.804,97	2.326.097,36	2.609.124,35	5.049.953,09	1.075.046,91	82%
01 Ressources financières CTs		4.830.000,00	2.415.000,00				2.300.000,00	2.300.000,00	4.715.000,00	115.000,00	98%
	01 Appui financier à la Dotation	4.600.000,00	2.300.000,00				2.300.000,00	2.300.000,00	4.600.000,00	0,00	100%
	02 Appui au fonctionnement	230.000,00	115.000,00						115.000,00	115.000,00	50%
02 Amélioration gestion		1.295.000,00	25.828,74	26.069,46	80.152,55	176.804,97	26.097,36	309.124,35	334.953,09	960.046,91	26%
	01 Mission contrôle externe	100.000,00	0,00		14.852,92	74.253,00	25.755,12	114.861,04	114.861,04	-14.861,04	115%
	02 Amélioration dispositif appui	280.000,00	0,00		15.914,29	84,70		15.998,99	15.998,99	264.001,01	6%
	03 Appui au suivi de la qualité	350.000,00	17.615,19	10.544,80	28.385,58	23.507,23	342,25	62.779,86	80.395,05	269.604,95	23%
	04 Appui qualité des	350.000,00	7.049,81	15.524,66	20.999,75	78.960,04		115.484,46	122.534,27	227.465,73	35%
	05 Audits externes FNACT	90.000,00	0,00						0,00	90.000,00	0%
	06 Suivi technique des	65.000,00	0,00						0,00	65.000,00	0%
	07 Backstopping et appui	60.000,00	1.163,74						1.163,74	58.836,26	2%
X RÉSERVE BUDGETAIRE		10.500,00	0,00						0,00	10.500,00	0%
01 Réserve budgétaire		10.500,00	0,00						0,00	10.500,00	0%
	01 Réserve Budgétaire	10.500,00	0,00						0,00	10.500,00	0%
Z MOYENS GÉNÉRAUX		1.034.500,00	177.446,56	60.354,48	53.490,77	60.939,97	72.411,65	247.196,88	424.643,43	609.856,57	41%
01 Frais de personnel		697.680,00	125.641,51	46.281,78	46.450,66	45.029,95	54.442,93	192.205,31	317.846,82	379.833,18	46%
	01 Equipe Assistance	642.600,00	107.052,09	34.296,21	39.028,01	33.066,36	38.040,24	144.430,82	251.482,91	391.117,09	39%
	REGIE	2.340.000,00	203.275,30	86.423,95	133.643,32	237.744,94	98.509,02	556.321,23	759.596,52	1.580.403,48	32,00
	COGEST	4.830.000,00	2.415.000,00				2.300.000,00	2.300.000,00	4.715.000,00	115.000,00	98,00
	TOTAL	7.170.000,00	2.618.275,30	86.423,95	133.643,32	237.744,94	2.398.509,02	2.856.321,23	5.474.596,52	1.695.403,48	76,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of MLI0903411

Project Title : **Contribution au Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales (FNACT)**

Budget Version : **C01**

Year to month : 31/12/2016

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

	Status	Fin Mode	Amount	2016				Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
				2015	Q1	Q2	Q3					Q4
02 Equipe Finances et		REGIE	55.080,00	18.589,42	11.985,57	7.422,65	11.963,59	16.402,69	47.774,49	66.363,91	-11.283,91	120%
02 Investissements			42.000,00	32.991,57		556,44	1.535,92		2.092,36	35.083,93	6.916,07	84%
01 Véhicule		REGIE	35.000,00	26.060,44						26.060,44	8.939,56	74%
02 Equipement et		REGIE	7.000,00	6.931,13		556,44	1.535,92		2.092,36	9.023,49	-2.023,49	129%
03 Frais de fonctionnement			154.820,00	18.813,48	7.751,25	6.072,07	12.495,55	6.654,90	32.973,77	51.787,24	103.032,76	33%
01 Frais de fonctionnement		REGIE	54.600,00	14.965,93	5.742,44	3.926,57	5.205,90	5.215,81	20.090,71	35.056,64	19.543,36	64%
02 Frais de fonctionnement		REGIE	61.320,00	2.806,38	689,76	1.907,68	660,35	285,97	3.543,75	6.350,13	54.969,87	10%
03 Missions		REGIE	20.000,00	1.041,17	1.319,05	237,82	6.629,31	1.153,12	9.339,30	10.380,47	9.619,53	52%
04 SLA fonctionnement/locaux		REGIE	18.900,00	0,00						0,00	18.900,00	0%
04 Suivi & Evaluations			140.000,00	0,00	6.321,45	411,61	1.878,54	11.313,83	19.925,44	19.925,44	120.074,56	14%
01 Baseline / MTR / EF		REGIE	100.000,00	0,00	6.321,45	411,61	1.878,54	11.313,83	19.925,44	19.925,44	80.074,56	20%
02 Audits		REGIE	40.000,00	0,00						0,00	40.000,00	0%
99 Conversion rate adjustment												0%

REGIE	2.340.000,00	203.275,30	86.423,95	133.643,32	237.744,94	98.509,02	556.321,23	759.596,52	1.580.403,48	32,00
COGEST	4.830.000,00	2.415.000,00				2.300.000,00	2.300.000,00	4.715.000,00	115.000,00	98,00
TOTAL	7.170.000,00	2.618.275,30	86.423,95	133.643,32	237.744,94	2.398.509,02	2.856.321,23	5.474.596,52	1.695.403,48	76,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of MLI0903411 Printed on 20/01/2017

page: 2

4.6 Ressources en termes de communication

Pas de ressources

4.7 Liste des projets financés sur le résultat 2.1 en 2016

Identification Collectivité	N° CF	Secteur	Coût Total	Subvention Totale	Subvention PAICT	Subvention BSI	Apports CT
1100 COLL. CERCLE DE BAFOULABE	1003	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Logt adm:3 chambres+1mur clôture 40*50m	18 976 460	16 343 404	16 343 404		2 633 056
1100 COLL. CERCLE DE BAFOULABE	1004	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction 2 blocs de 3latrines	6 352 813	5 461 864	5 461 864		890 949
1100 COLL. CERCLE DE BAFOULABE	1005	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 5lits+6 matelas +3 armoires+4 tabl chbre	1 172 000	996 200	996 200		175 800
1102 Bamafélé	1006	SOCIAL/EDUCATION : 103 tables bancs	7 622 000	7 622 000	7 622 000		
1103 Diakon	1007	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Parc vacc (aire stabilisat+coul vaccin)	5 896 645	5 344 395	5 344 395		552 250
1103 Diakon	1008	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Parc vacc (aire stabilisat+coul vaccin)	5 877 782	5 325 532	5 325 532		552 250
1104 Diallan	1009	SOCIAL/EDUCATION : Construction Une classe (9,30x7,30m)	7 239 047	7 239 047	7 239 047		
1104 Diallan	1010	SOCIAL/EDUCATION : 25 tables bancs+1ch+1tab bur+1arm	2 050 000	2 050 000	2 050 000		
1105 Diokéli	1011	SOCIAL/EDUCATION : 122 tables bancs+3bur+3vh+3armoires	9 780 000	9 780 000	9 780 000		
1106 Gounfan	1012	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Logt adm:3 chbres+salon+magazin	12 099 915	10 394 065	10 394 065		1 705 850
1107 Kontéla	1013	SOCIAL/EDUCATION : 11 tables bancs	656 887	656 887	656 887		
1108 Koundian	1014	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Mur de clôture 40X37m	6 973 248	5 992 258	5 992 258		980 990
1109 Mahina	1015	SOCIAL/EDUCATION : 130 tables bancs	8 440 250	8 440 250	8 440 250		
1110 Niambia	1016	SOCIAL/EDUCATION : 114 tables bancs+1bur maitre	9 175 000	9 175 000	9 175 000		
1111 Oualia	1017	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Bât adm: 1 salle delib+bur+secret+toil	11 044 037	9 505 166	9 505 166		1 538 871
1111 Oualia	1018	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 3 armoires+5 tables bureaux+100 chaises	2 006 800	1 705 780	1 705 780		301 020
1112 Sidibéla	1019	SOCIAL/SANTE : 4ch+7arm+5chnl+3tb reun+25	11 365 889	11 365 889	11 365 889		

		mat+5lits+tac					
1113 Tomora	1020	SOCIAL/EDUCATION : 150 tables bancs	9 000 000	9 000 000	9 000 000		
1200 COLL. CERCLE DE DIEMA	1021	SOCIAL/EDUCATION : Bat admin scolaire: local de 6.35x12.3m	16 631 574	16 631 574	16 631 574		
1200 COLL. CERCLE DE DIEMA	1022	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2ord+1t tosh+1photoc+20ch+2 biblio+2etag	3 900 000	3 315 000	3 315 000		585 000
1201 Béma	1023	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 5 pann+10batt+1conv+regul+1ond+6brass	5 468 000	4 647 800	4 647 800		820 200
1201 Béma	1024	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 5 faut+ 1/2min+5ch vis+6bur+4arm+2cas	4 480 000	3 808 000	3 808 000		672 000
1201 Béma	1025	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2ord pc pro 3330+1ord port+3impr+3rallon	3 645 000	3 098 250	3 098 250		546 750
1202 Diangounté Camara	1026	SOCIAL/EDUCATION : Bât admin scol 5.65x5.8m+terrasse	5 304 411	5 304 411	5 304 411		
1202 Diangounté Camara	1027	SOCIAL/EDUCATION : Bât admin scol 5.65x5.8m+terrasse	4 253 605	4 253 605	4 253 605		
1202 Diangounté Camara	1028	SOCIAL/EDUCATION : 2tab bur+6ch met+3arm+2bur mait+2ch mait	1 160 000	1 160 000	1 160 000		
1203 Dianguirdé	1029	SOCIAL/EDUCATION : Une classe de 9,15x9,15m+1bloc 3 latrin	9 897 978	9 897 978	9 897 978		
1203 Dianguirdé	1030	SOCIAL/EDUCATION : 25 tables+1tab bur+1arm+1ch	1 500 000	1 500 000	1 500 000		
1204 Diéma	1031	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Mur clôture 140 ml	9 279 191	7 960 022	7 960 022		1 319 169
1204 Diéma	1032	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Loge gardien:2 chbres de 5.95x5.95m	4 827 803	4 158 165	4 158 165		669 638
1205 Diéoura	1033	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 7 Boutiques de 3x3.5m	12 310 372	11 157 437	11 157 437		1 152 935
1207 Fassoudébé	1034	SOCIAL/EDUCATION : Une classe de 9.30x7.0m	9 017 670	9 017 670	9 017 670		
1207 Fassoudébé	1035	SOCIAL/EDUCATION : 25 tables bancs+1tab bur+1ch mait+1arm	1 875 000	1 875 000	1 875 000		
1208 Fatao	1036	SOCIAL/SANTE : Maternité. 4 salles de 13.95x8.45m	10 676 900	10 676 900	10 676 900		
1208 Fatao	1037	SOCIAL/SANTE : 1tab bur+ft roul+tab acc+2mat+2ch+1p bb	1 565 000	1 565 000	1 565 000		
1209 Gomitradougou	1038	SOCIAL/EDUCATION : Une classe de9.30x7m	9 132 711	9 132 711	9 132 711		
1209 Gomitradougou	1039	SOCIAL/EDUCATION : 25 tables bancs+2tab bur+2arm+2ch mait	2 186 000	2 186 000	2 186 000		
1210 Grouméra	1040	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 3 hangars de 10x3.8m	12 961 442	11 747 531	11 747 531		1 213 911

1211 Guédébiné	1041	SOCIAL/EDUCATION : Logt 8,75x6.75m de 3 salles+1toil+1terr	7 959 305	7 959 305	7 959 305	
1211 Guédébiné	1042	SOCIAL/EDUCATION : 1 Bloc de 3 latrines	2 720 698	2 720 698	2 720 698	
1212 Lakamané	1043	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 5 hangars de 4x4m+hateur 2,80m	7 326 118	6 662 506	6 662 506	663 612
1212 Lakamané	1044	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2 hangars de 4x4m+hateur 2,80m	4 225 447	3 832 402	3 832 402	393 045
1213 Lambidou	1045	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 6 Boutiques de 3.5x3.5m	12 513 853	11 341 861	11 341 861	1 171 992
1214 Madiga Sacko	1046	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 5 hangars de 7.90x3.90m+hateur 2,30m	13 923 878	12 619 829	12 619 829	1 304 049
1215 Sansankidé	1047	SOCIAL/SANTE : Maternité: 3 salles+1terras (12.3x6..3m)	9 676 203	9 676 203	9 676 203	
1215 Sansankidé	1048	SOCIAL/SANTE : 1tab acc+3mals+1ft+1p bb+1tab bur+1arm	1 972 650	1 972 650	1 972 650	
1300 COLL. CERCLE DE KAYES	1049	SOCIAL/EDUCATION : 200 tables bancs+15bur mait+13 bcs met	15 288 068	15 288 068	15 288 068	
1301 Bangassi	1050	SOCIAL/SANTE : 1 tab acc+pns+1lit+1p bb+2tab cons+1app	7 044 563	7 044 563	7 044 563	
1302 Colimbiné	1051	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 5 pann+5 batt+2 conv+2reg+10amp+1 ond	4 695 037	3 990 781	3 990 781	704 256
1302 Colimbiné	1052	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 10 ch bqtt indus+3ft 1/2m+1bur+1photoc	3 529 412	3 000 000	3 000 000	529 412
1303 Diamou	1053	SOCIAL/EDUCATION : Bât Administr scolaire de 6.45x5.30m	5 663 220	5 663 220	5 663 220	
1303 Diamou	1054	SOCIAL/EDUCATION : Eqpt bât adm:2 bur+4ch+2arm métal	500 000	500 000	500 000	
1304 Diélébou	1055	SOCIAL/EDUCATION : Logt 9.65x5.95m(1chbre+mag+anti ch+cuis)	7 443 596	7 443 596	7 443 596	
1305 Falémé	1056	SOCIAL/EDUCATION : Mur clôture ecole Djibol 240.6 ml	7 947 719	7 947 719	7 947 719	
1306 Fégui	1057	SOCIAL/EDUCATION : Cantine scolaire de 12.75x4.3m	7 436 974	7 436 974	7 436 974	
1307 Gory Gopela	1058	SOCIAL/EDUCATION : Bât Administr scolaire de 6.45x5.45m	4 751 799	4 751 799	4 751 799	
1307 Gory Gopela	1059	SOCIAL/EDUCATION : 2 bur+3ch+2arm métal	512 500	512 500	512 500	
1308 Gouméra	1060	SOCIAL/EDUCATION : Bât Administr scolaire de 5.95x4.15m	4 732 955	4 732 955	4 732 955	

1308 Gouméra	1061	SOCIAL/EDUCATION : 30 tables bancs+3bur+3vh+2armoires	2 360 857	2 360 857	2 360 857	
1309 Guidimaka K K	1062	SOCIAL/EDUCATION : 126 tables bancs+10 bureaux+10chaises	8 589 155	8 589 155	8 589 155	
1310 Hawadembaya	1063	SOCIAL/HYDRAULIQUE : 1mod 230w+1pompe solaire+1coffret	7 736 886	7 736 886	7 736 886	
1310 Hawadembaya	1064	SOCIAL/EDUCATION : 30 tables bancs+4 chaises	1 844 000	1 844 000	1 844 000	
1311 Karakoro	1065	SOCIAL/EDUCATION : Logt scol 7.45x5.45m :2 chambres+veranda	6 300 822	6 300 822	6 300 822	
1313 Kemené Tambo	1066	SOCIAL/EDUCATION : Une classe de 9/7m	7 384 896	7 384 896	7 384 896	
1313 Kemené Tambo	1067	SOCIAL/EDUCATION : 25 tables bancs+1arm+3bur+1ch	1 275 000	1 275 000	1 275 000	
1314 Kholoum	1068	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Centre accueil 15/10m+1bloc 2latr+clôt	9 951 689	9 001 528	9 001 528	950 161
1315 Koniakari	1069	SOCIAL/EDUCATION : Une classe de 9/7m	6 865 570	6 865 570	6 865 570	
1315 Koniakari	1070	SOCIAL/EDUCATION : 49 tables bancs+1arm+1bur+2ch métal	2 890 000	2 890 000	2 890 000	
1316 Koussane	1071	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Cent accueil 11.10/8.60m (5chbres+1sal)	8 760 000	7 960 000	7 960 000	800 000
1316 Koussane	1072	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Equpt CA:10 lits+10arm+10ch+1tab reun	1 562 401	1 406 161	1 406 161	156 240
1317 Liberté Dembaya	1073	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2 blocs de 4 boutiques de 12,8x3.65m	10 306 114	9 340 889	9 340 889	965 225
1318 Logo	1074	SOCIAL/EDUCATION : Bât Administr scolaire de 6.45x5.30m	4 085 700	4 085 700	4 085 700	
1318 Logo	1075	SOCIAL/EDUCATION : 1 bloc de 3 latrines de 4.30x4.20m	3 139 970	3 139 970	3 139 970	
1318 Logo	1076	SOCIAL/EDUCATION : 2 armoires métal+6chaises+2 tab bureau	500 000	500 000	500 000	
1319 Maréna Diombgou	1077	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Magasin stockage de 9.15x7.15m	10 049 568	9 100 204	9 100 204	949 364
1319 Maréna Diombgou	1078	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 4bur+4arm+4ch+2tab ord+2 tab impr+30ch	2 202 574	1 872 188	1 872 188	330 386
1320 Marentoumania	1079	SOCIAL/SANTE : Clôture CSCOM: L=100m l=80m/360ml	10 193 338	10 193 338	10 193 338	
1321 Sadiola	1080	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 20 Pann+20 batt+4reg+2conv+20 supp met	11 341 997	9 640 697	9 640 697	1 701 300
1322 Sahel	1081	SOCIAL/EDUCATION : Clôture logt enseig de	6 113 520	6 113 520	6 113 520	

		35/25mn 120ml					
1322 Sahel	1082	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Clôture Centre Etat Civil de 25/20m,90ml	3 782 428	3 241 559	3 241 559		540 869
1324 Segala	1083	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Parc vacc 21015/12.4M+Coul 9.75/1.10m	5 728 389	5 189 500	5 189 500		538 889
1324 Segala	1084	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Centre accueil: Maga 4.3/4m+1bloc 2latr	4 792 620	4 346 158	4 346 158		446 462
1325 Sero Diamanou	1085	SOCIAL/EDUCATION : Logement 12.6/6.45m: 3 chambres+terrasse	10 352 962	10 352 962	10 352 962		
1326 Somankidi	1086	SOCIAL/EDUCATION : Logement 11./6.25m: 3 chambres+terrasse	7 003 967	7 003 967	7 003 967		
1327 Sony	1087	SOCIAL/EDUCATION : 100 tables bancs+15 bur mait+20 bcs met	8 333 170	8 333 170	8 333 170		
1400 COLL. CERCLE DE KENIEBA	1089	SOCIAL/EDUCATION : Logement 2 chambres+salon+toil+terr couv	16 966 629	16 966 629	16 966 629		
1401 Baye	1090	SOCIAL/SANTE : Dispensaire: salle hosp+soin+bur cons+co	8 675 000	8 675 000	8 675 000		
1401 Baye	1091	SOCIAL/SANTE : 4lits met+matl+tab exam+1bur+2bcs+1arm	953 061	953 061	953 061		
1404 Dombia	1092	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Couche roul bet L=90ml+l=4,5ml+20cm épai	10 067 715	8 648 366	8 648 366		1 419 349
1405 Faléa	1093	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Couche rouementl béton L=100ml+l=4,5ml	12 549 831	10 780 552	10 780 552		1 769 279
1406 Faraba	1094	SOCIAL/SANTE : Extens CSCOM:3 salles+terr couv	7 718 089	7 718 089	7 718 089		
1406 Faraba	1095	SOCIAL/SANTE : 6lits+matelas+6bass lits+1ens port serum	1 750 000	1 750 000	1 750 000		
1407 Guénégoré	1096	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Elarg pist/L=4km+l=4m/falaise Tzmbaoura	11 087 971	9 567 275	9 567 275		1 520 696
1408 Kassama	1097	SOCIAL/EDUCATION : Une classe 9/7m+veranda 9.30x1.85m	7 787 275	7 787 275	7 787 275		
1408 Kassama	1098	SOCIAL/EDUCATION : 14 tables bancs+1bur+1ch+1arm	1 780 000	1 780 000	1 780 000		
1409 Keniéba	1099	SOCIAL/EDUCATION : 100 tables bancs+30ch+20arm	10 600 000	10 600 000	10 600 000		
1410 Kouroukoto	1100	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Mur clôt 194ml+H=1.7+1bl 2 latr 4.3x2.95	10 919 408	9 379 985	9 379 985		1 539 423
1411 Sagalo	1101	SOCIAL/EDUCATION : Une classe 9/7m+veranda	8 102 560	8 102 560	8 102 560		
1411 Sagalo	1102	SOCIAL/EDUCATION : 25 tables	2 100 000	2 100 000	2 100 000		

		bancs+3bur+3ch+3arm					
1412 Sitakily	1103	SOCIAL/EDUCATION : 50 tables bancs+10bur+50 tab bcs+10balc	9 600 000	9 600 000	9 600 000		
1501 Badia	1104	SOCIAL/EDUCATION : Une classe 9/7m+ veranda	8 307 645	8 307 645	8 307 645		
1501 Badia	1105	SOCIAL/EDUCATION : 19 tables bancs+1bur maitre-1ch+1arm	1 345 000	1 345 000	1 345 000		
1503 Benkadi Founia	1106	SOCIAL/EDUCATION : Une classe 9/7m+ veranda	7 752 163	7 752 163	7 752 163		
1503 Benkadi Founia	1107	SOCIAL/EDUCATION : 25 tables bancs+1tab bur+1ch+1arm	1 940 000	1 940 000	1 940 000		
1504 Boudofo	1108	SOCIAL/EDUCATION : Une classe 9/7m+veranda	6 304 754	6 304 754	6 304 754		
1504 Boudofo	1109	SOCIAL/EDUCATION : 25 table bancs+1tab bur+1ch+1arm	1 780 000	1 780 000	1 780 000		
1505 Bougarybaya	1110	SOCIAL/EDUCATION : Logt ens:3chbrees+salon+terr couv	8 412 275	8 412 275	8 412 275		
1506 Didenko	1111	SOCIAL/EDUCATION : 89 tables bancs+5bur+5ch	6 140 000	6 140 000	6 140 000		
1507 Djidian	1112	SOCIAL/EDUCATION : Une classe 9/7m+veranda	7 450 886	7 450 886	7 450 886		
1507 Djidian	1113	SOCIAL/EDUCATION : 25 table bancs+1 tab bur+1ch+1arm	1 176 000	1 176 000	1 176 000		
1508 Djougoun	1114	SOCIAL/EDUCATION : Bât adm scol: bur-mag 3.5x3m+terrasse	4 834 221	4 834 221	4 834 221		
1508 Djougoun	1115	SOCIAL/EDUCATION : 19 table bancs+3 tab bur+3ch+3arm	1 885 000	1 885 000	1 885 000		
1509 Gadougou 1	1116	SOCIAL/CULTURE : Mais jeunes:1salle (10.8x10.3)+1bur+terr	10 018 200	9 079 940	9 079 940		938 260
1510 Gadougou 2	1117	SOCIAL/EDUCATION : 14 tables bancs	970 000	970 000	970 000		
1511 Guémoukouraba	1118	SOCIAL/EDUCATION : Une classe 9/7m+veranda	8 071 000	8 071 000	8 071 000		
1511 Guémoukouraba	1119	SOCIAL/EDUCATION : 20 tables bancs	1 200 000	1 200 000	1 200 000		
1512 Kassaro	1120	SOCIAL/EDUCATION : Bât adm scol:Dir-mag +mag+terr couv	3 687 222	3 687 222	3 687 222		
1512 Kassaro	1121	SOCIAL/EDUCATION : 2 tab bur+4ch+1arm	500 000	500 000	500 000		
1512 Kassaro	1122	SOCIAL/EDUCATION : Bât adm sco:1bur+1mag+terr couv	3 687 222	3 687 222	3 687 222		
1512 Kassaro	1123	SOCIAL/EDUCATION : 2 tab bur+4ch+2arm	500 000	500 000	500 000		
1514 Kita Nord	1125	SOCIAL/SANTE : 4 tab bur+ta acc+15lits+matel+4bcs+2refr	8 093 000	8 093 000	8 093 000		
1516 Kobri	1126	SOCIAL/EDUCATION : Une classe 9/7m+veranda	7 545 304	7 545 304	7 545 304		

1516 Kobri	1127	SOCIAL/EDUCATION : 25 table bancs+1tab bur+1ch+1arm	1 780 000	1 780 000	1 780 000		
1517 Kokofata	1128	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 6ft roul+55ch vis+3tab bur+3arm+20cas	5 488 500	4 665 225	4 665 225		823 275
1517 Kokofata	1129	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 3 Pann sol+3batt+conv+cab+ond	2 071 500	1 760 775	1 760 775		310 725
1518 Kotouba	1130	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Parc vacc: aire stab 1066m2++coul vacc	7 149 241	6 479 675	6 479 675		669 566
1519 Koulou	1131	SOCIAL/EDUCATION : Bât adm sco:1bur+1mag+terr couv	4 506 212	4 506 212	4 506 212		
1519 Koulou	1132	SOCIAL/EDUCATION : Bât adm sco:1bur+1mag+terr couv	4 506 212	4 506 212	4 506 212		
1521 Madina	1133	SOCIAL/EDUCATION : Bât adm sco:1bur+1mag+terr couv	4 834 086	4 834 086	4 834 086		
1521 Madina	1134	SOCIAL/EDUCATION : 1 bloc de 3 latrines (4.3x4.2m)	3 135 117	3 135 117	3 135 117		
1521 Madina	1135	SOCIAL/EDUCATION : 7 tab bur+10 ch+6arm	1 245 000	1 245 000	1 245 000		
1522 Makano	1136	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2 ord pc+2 ord port+3 impr+3rallong	4 295 000	3 650 750	3 650 750		644 250
1522 Makano	1137	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 4ft min+16ch vis+4 tab bur+4arm+4ft bour	3 220 000	2 737 000	2 737 000		483 000
1522 Makano	1138	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 4 Pann sol+4batt+conv+reul+fls	2 955 500	2 512 175	2 512 175		443 325
1520 Kourininkoto	1139	ECONOMIE/EQUIPEMENT : CA:4 chbres 3.5x3.5m+terr couv 14.76x2m	9 895 800	8 969 000	8 969 000		926 800
1523 Namalaguimba	1140	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 4 Pann sol+4batt+conv+2 reg+10 amp+cab	4 925 000	4 186 250	4 186 250		738 750
1523 Namalaguimba	1141	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2ord pc+1ord port+3rallong+1refrig	3 295 000	2 800 750	2 800 750		494 250
1523 Namalaguimba	1142	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2ft roul+14ch vis+2tab bur+1arm	1 420 000	1 207 000	1 207 000		213 000
1525 Saboula	1143	SOCIAL/EDUCATION : Une classe 9/7m+veranda	7 446 000	7 446 000	7 446 000		
1525 Saboula	1144	SOCIAL/EDUCATION : 20 table bancs+1bur maitre+1ch	1 250 000	1 250 000	1 250 000		
1526 Sébékoro	1145	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 10 ft min+4tab met+22 bcs brr+1arm+4lts	10 382 000	8 824 700	8 824 700		1 557 300
1527 Séféto Nord	1146	SOCIAL/EDUCATION : 160 table bancs (tuyau 25+bois rouge ve)	9 760 000	9 760 000	9 760 000		

1528 Séfétó Ouest	1147	SOCIAL/EDUCATION : Construction d'une salle de classe	8 797 999	8 797 999	8 797 999		
1528 Séfétó Ouest	1148	SOCIAL/EDUCATION : 20tbl-bnc+2tbl-de bur+4chs+1armr	1 240 000	1 240 000	1 240 000		
1530 Sirakoro	1150	SOCIAL/SANTE : Construction Maternité	7 355 849	7 355 849	7 355 849		
1530 Sirakoro	1151	SOCIAL/SANTE : 1tbl de bur+1fauteil roult+1tbl d'accouc	1 540 000	1 540 000	1 540 000		
1531 Souransan Tomoto	1152	SOCIAL/SANTE : 3salles+1ter couv+1couloir	7 958 054	7 958 054	7 958 054		
1531 Souransan Tomoto	1153	SOCIAL/SANTE : 1tbl de bur+1fauteil roulant+1tbl d'acco	1 235 000	1 235 000	1 235 000		
1532 Tambaga	1154	SOCIAL/EDUCATION : 46tbl-bnc+15tbl de bur.+15chs boi+15armr	6 331 000	6 331 000	6 331 000		
1533 Toukoto	1155	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2ordi.fixe+1imprim+3ondul.+1impr.multif	4 105 500	3 489 675	3 489 675		615 825
1533 Toukoto	1156	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2panneau solaire+2bat.+2convert+4prises	2 582 981	2 195 534	2 195 534		387 447
1602 Diabigué	1157	SOCIAL/SANTE : 4tbl de bur+3tbls de reun+4fauteil+20ch	4 769 500	4 769 500	4 769 500		
1602 Diabigué	1158	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2ordi.portabl+2ordi.bur.+2imprim+1photoc	2 890 000	2 456 500	2 456 500		433 500
1602 Diabigué	1159	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 4plaque solaire+4bateri+1convertisseur	2 840 000	2 414 000	2 414 000		426 000
1603 Diarra	1160	SOCIAL/EDUCATION : Const 1 direction +3latrines	7 374 184	7 374 184	7 374 184		
1603 Diarra	1161	SOCIAL/EDUCATION : 25tbl-bnc+2tbl-bur.+2cchs+2armr+2portes	2 186 500	2 186 500	2 186 500		
1604 Diaye Coura	1162	SOCIAL/EDUCATION : Constr 1 salle de classe +1 veranda	8 664 181	8 664 181	8 664 181		
1604 Diaye Coura	1163	SOCIAL/EDUCATION : 25tbl-bnc+2tbl-bur+2chs+2armr métallique	2 040 000	2 040 000	2 040 000		
1607 Guetema	1164	SOCIAL/EDUCATION : Construction d'une cantine	9 548 822	9 548 822	9 548 822		
1608 Kadiaba Kadiel	1165	SOCIAL/EDUCATION : Construction d'une salle de classe	7 543 764	7 543 764	7 543 764		
1608 Kadiaba Kadiel	1166	SOCIAL/EDUCATION : Achat 30tb+1bur+1chaise+1armoire	2 009 000	2 009 000	2 009 000		
1612 Sandaré	1167	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction 4 hangars	11 095 200	10 087 380	10 087 380		1 007 820
1613 Simbi	1168	SOCIAL/EDUCATION : Construction d'un logement	11 044 732	11 044 732	11 044 732		

1614 Troungoumbé	1169	SOCIAL/EDUCATION : Construction une salle de classe	8 921 171	8 921 171	8 921 171	
1614 Troungoumbé	1170	SOCIAL/EDUCATION : 25 table-bnc+1tbl-bur-+1chs+1armr	1 770 000	1 770 000	1 770 000	
1616 Youri	1171	SOCIAL/EDUCATION : Construction d'un bâtiment	10 095 917	10 095 917	10 095 917	
1700 COLL.CERCLE DE YELIMANE	1172	SOCIAL/EDUCATION : salle des professeurs de 7.3/6.3m	11 200 000	11 200 000	11 200 000	
1700 COLL.CERCLE DE YELIMANE	1173	SOCIAL/EDUCATION : Achat mobilier scolaire maîtres	3 385 000	3 385 000	3 385 000	
1700 COLL.CERCLE DE YELIMANE	1174	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2ordinateurs+2imprimantes HP2015+1scanne	2 036 000	1 730 600	1 730 600	305 400
1701 Diafounou Dion.	1175	SOCIAL/EDUCATION : 145 tables bancs	10 041 250	10 041 250	10 041 250	
1702 Diafounou Gory	1176	SOCIAL/EDUCATION : Construction Une classe de 9,3/8,95m	6 427 147	6 427 147	6 427 147	
1702 Diafounou Gory	1177	SOCIAL/EDUCATION : 25tables bancs+1bureau maitre+1ch+1armoi	1 925 000	1 925 000	1 925 000	
1702 Diafounou Gory	1178	SOCIAL/EDUCATION : 3latrines de 4,3m de Longueur/4,2m de la	2 167 453	2 167 453	2 167 453	
1703 Fanga	1179	SOCIAL/EDUCATION : Construction Logement scolaire	9 926 500	9 926 500	9 926 500	
1704 Gory	1180	SOCIAL/EDUCATION : un loge de 7,8m de long et 6,8m de large	8 203 451	8 203 451	8 203 451	
1704 Gory	1181	SOCIAL/EDUCATION : Latrines de 4,3m de long et 2,85m de lar	1 783 455	1 783 455	1 783 455	
1706 Kirané Kagnaga	1182	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 18 panneaux photovoltaïque solaire230w+6r	12 771 692	10 855 938	10 855 938	1 915 754
1707 Konsiga	1183	SOCIAL/SANTE : 1 salle de longueur 6,15m/4,15m de large	9 334 317	9 334 317	9 334 317	
1707 Konsiga	1184	SOCIAL/SANTE : 5lits+5matelas+5potences	725 000	725 000	725 000	
1708 Kremis	1185	SOCIAL/SANTE : un logement de 7,45/6,8m	10 240 000	10 240 000	10 240 000	
1709 Marekaffo	1186	SOCIAL/EDUCATION : Une salle de classe de 9,3/8,95m	6 394 291	6 394 291	6 394 291	
1709 Marekaffo	1187	SOCIAL/EDUCATION : 25tables bancs+1bureau maitre+1ch+1armoi	1 925 000	1 925 000	1 925 000	
1709 Marekaffo	1188	SOCIAL/EDUCATION : 3 latrines de 4,5m de longueur+4,20m lar	2 215 598	2 215 598	2 215 598	
1710 Soumpou	1189	SOCIAL/EDUCATION : Une classe de 9,3m/8,95m	6 308 797	6 308 797	6 308 797	

1710 Soumpou	1190	SOCIAL/EDUCATION : 25 tables bancs+1bureau maitre+1ch+1arm	1 925 000	1 925 000	1 925 000	
1710 Soumpou	1191	SOCIAL/EDUCATION : 3 latrines longueur de 4,3m+4,2m large	2 155 448	2 155 448	2 155 448	
1711 Toya	1192	SOCIAL/EDUCATION : une direction de 5,95m/5,60m	5 100 000	5 100 000	5 100 000	
1711 Toya	1193	SOCIAL/EDUCATION : 1 bureau maitre + 3chaises + 2 armoires	825 000	825 000	825 000	
1712 Tringa	1194	ECONOMIE/EQUIPEMENT : un centre d'accueil de 4,3m/2,85m	10 365 063	9 394 317	9 394 317	970 746
1515 Kita Ouest	1195	SOCIAL/SANTE : Maternité:sal soin+sal acc+sal hosp+coul	8 419 110	8 419 110	8 419 110	
1515 Kita Ouest	1196	SOCIAL/SANTE : 1tab bur+4ft+1tab acc+3lts met+2bcs+1pes	1 195 000	1 195 000	1 195 000	
1524 Niantasso	1197	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Bloc de 3 latrines de 4.5x4.2m	3 111 470	2 670 474	2 670 474	440 996
1524 Niantasso	1198	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2 fauft min+10ch vis+2tab bur+3arm	1 418 000	1 205 300	1 205 300	212 700
1605 Gavinané	1199	SOCIAL/EDUCATION : Logt scol (14.75x6.45m):4chambres +2terr	10 139 808	10 139 808	10 139 808	
1609 Korera Koré	1200	SOCIAL/EDUCATION : Direction de 5.6x5.8m	4 496 210	4 496 210	4 496 210	
1609 Korera Koré	1201	SOCIAL/EDUCATION : 2tab bur+2ch+2arm	550 000	550 000	550 000	
1610 Niore	1202	SOCIAL/EDUCATION : Direction de 10.15x6.5m	10 052 030	10 052 030	10 052 030	
1705 Guidimé	1203	SOCIAL/SANTE : 2tab acc+2tab cons+10lits+10mtls+4ch+1ap	9 890 000	9 890 000	9 890 000	
1711 Toya	1204	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 7bureaux+7fauf1/2 min+1salon	4 779 764	4 062 799	4 062 799	716 965
1101 Bafoulabé	1205	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Const CEC:2bur+salle arch+salle reun+ter	10 672 131	9 167 571	9 167 571	1 504 560
1303 Diamou	1206	SOCIAL/SANTE : Equipt CSCOM:réfrigérateur solaire+supp	950 000	950 000	950 000	
1303 Diamou	1207	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2Pan sol+2supp pan+4batt+1reg+1roul câb	1 092 500	928 625	928 625	163 875
1312 Kayes	1208	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Clôture de 50m de long ey 50m de large	8 444 592	7 254 071	7 254 071	1 190 521
1323 Samé Diongoma	1209	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2ord+2ond+2imp+2impr l+1ft+3ft 1/2m+3bur	5 294 118	4 500 000	4 500 000	794 118
1323 Samé Diongoma	1210	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Bloc de 3 latrines de	3 230 975	2 789 799	2 789 799	441 176

		5.10/4.95				
1402 Dabia	1211	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 6 pann+6batt+1ond+2roul fils+4brass air	6 591 151	5 602 478	5 602 478	988 673
1402 Dabia	1212	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2ord bur+2impr HP+1photc+1ord PC HP	3 700 000	3 145 000	3 145 000	555 000
1403 Dialafara	1213	SOCIAL/EDUCATION : 150 table bancs+6bur mait+6ch+6arm	10 720 500	10 720 500	10 720 500	
1502 Bendougouba	1214	ECONOMIE/EQUIPEMENT : F-P 4pann+sol+4batt+1conv+1ond+10amp	4 975 500	4 229 175	4 229 175	746 325
1502 Bendougouba	1215	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 8 ft roul+40ch sal reun+6tab reun met	3 940 000	3 349 000	3 349 000	591 000
1502 Bendougouba	1216	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 1 Bloc de 2 latrines de 4.50/2.85m	2 257 557	1 942 380	1 942 380	315 177
1600 COLL. CERCLE DE NIORO	1217	SOCIAL/CULTURE : Clôt Salle spect 75m/55m/H=2.85m+1guiche	19 177 615	17 381 615	17 381 615	1 796 000
1601 Bagnéré Koré	1218	SOCIAL/HYDRAULIQUE : Adduct eau:F/P 8pan phvol+4bornes font	10 812 791	10 812 791	10 812 791	
1606 Gogui	1219	SOCIAL/SANTE : 1bur sage fem+1salle atte+1salle axcouch	8 380 000	8 380 000	8 380 000	
1606 Gogui	1220	SOCIAL/SANTE : 1tb cons+1tb acc+1tb bur ind+1ps bb+1arm	2 280 000	2 280 000	2 280 000	
1611 Nioro Tougounéranga	1221	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2arm+5tb bur+F/P4tb reun+5ft 1/2min+20ft	4 440 000	3 774 000	3 774 000	666 000
1611 Nioro Tougounéranga	1222	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 4pq sol+1reg+3batt+1conv+20cab+50cab	4 135 000	3 514 750	3 514 750	620 250
1611 Nioro Tougounéranga	1223	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2ord pc Compaq,HP+1ond+1imp HP+1stab	2 680 000	2 278 000	2 278 000	402 000
1615 Yereré	1224	SOCIAL/EDUCATION : Logt ens:1bât 14.75x6.45m:4chbres+2terr	9 642 876	9 642 876	9 642 876	
TOTAL REGION DE KAYES			1 313 719 131	1 252 564 154	1 252 564 154	61 154 977
2507 Ouolodo	2001	SOCIAL/EDUCATION : 4 salles+terrasse	8 438 996	8 438 996	8 438 996	
2437 Yelékebougou	2002	SOCIAL/SANTE : 5 salles+terrasse	7 913 940	7 913 940	7 913 940	
2437 Yelékebougou	2003	SOCIAL/SANTE : 1 lit+1 mat+2 tab+1 bte pans	730 000	730 000	730 000	
2436 Tiélé	2004	SOCIAL/EDUCATION : 125 Tables bancs	8 474 875	8 474 875	8 474 875	
2216 Nangola	2005	SOCIAL/SANTE : 4 salles+terrasse	8 411 787	8 411 787	8 411 787	
2216 Nangola	2006	SOCIAL/SANTE : 4 lits+4 mat+1tb d accouch	700 000	700 000	700 000	

2431 Sanankoroba	2007	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Ing 4/3.6m+trot 14/6m+mur+radier+remblai	8 631 234	7 447 434	7 447 434	1 183 800
2605 Meguetan	2008	SOCIAL/EDUCATION : 3 salles de classes	8 257 301	8 257 301	8 257 301	
2602 Doumba	2009	SOCIAL/SANTE : 1 salle+1 bloc 2 latrines	5 302 724	5 302 724	5 302 724	
2427 Ntjiba	2010	SOCIAL/EDUCATION : 6 salles+ terrasse	9 400 199	9 400 199	9 400 199	
2503 Kolokani	2011	SOCIAL/SANTE : 4 salles+veranda	7 233 858	7 233 858	7 233 858	
2503 Kolokani	2012	SOCIAL/SANTE : 4 lits+4 mat+1 bur+1 tb+2 ch+1 arm	1 382 340	1 382 340	1 382 340	
2433 Siby	2013	SOCIAL/EDUCATION : 2 salles+terrasse	5 491 517	5 491 517	5 491 517	
2430 Sanankoro Djitoum	2014	SOCIAL/EDUCATION : 110 tb bcs+4 arm+10 chaises	8 837 856	8 837 856	8 837 856	
2208 Dolendougou	2015	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 3 salles+annexes+1 bloc latrine	9 559 582	8 256 003	8 256 003	1 303 579
2408 Dialakorodji	2016	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction 2 Blocs de 3 latrines	8 343 514	7 205 687	7 205 687	1 137 827
2434 Sobra	2017	SOCIAL/SANTE : Construction Maternité 3 salles+terrasse	8 398 244	8 398 244	8 398 244	
2434 Sobra	2018	SOCIAL/SANTE : 3 lits+4 tables+4 chaises+3balais+1banc	532 600	532 600	532 600	
2606 Nyamina	2019	SOCIAL/EDUCATION : Construction Clôture 330ml+Hauteur 1.60m	9 261 200	9 261 200	9 261 200	
2609 Tougouni	2020	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 1 salle 5.45/5.95m+ terrasse	4 287 216	3 702 690	3 702 690	584 526
2609 Tougouni	2021	SOCIAL/EDUCATION : 50 tb bcs+4 arm+ 4 bur+4 chaises	4 136 400	4 136 400	4 136 400	
2608 Tienfala	2022	SOCIAL/EDUCATION : 1 classe + 1 bloc 2 latrines	8 037 717	8 037 717	8 037 717	
2210 Djekafo	2023	SOCIAL/SANTE : 4 salles+ terrasse	7 823 514	7 823 514	7 823 514	
2423 Ngabakoro Droit	2024	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2 salles + 1 bloc 2 latrines	7 696 479	6 646 959	6 646 959	1 049 520
2219 NGolobougou	2025	SOCIAL/SANTE : 4 salles+terrasse	7 435 148	7 435 148	7 435 148	
2219 NGolobougou	2026	SOCIAL/SANTE : 4 lits+ 4 mat+1 table d acc+2 chaises	800 000	800 000	800 000	
2220 Niantjila	2027	SOCIAL/SANTE : 4 salles+terrasse	8 534 647	8 534 647	8 534 647	
2220 Niantjila	2028	SOCIAL/SANTE : 4 lits+4 mat+1 arm+2 tables	800 000	800 000	800 000	
2210 Djekafo	2029	SOCIAL/SANTE : 4 lits+4 mat+1 table d'accouchement	700 000	700 000	700 000	
2218 NGaradougou	2030	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 4 salles	9 098 806	7 858 060	7 858 060	1 240 746

2302 Benkadi	2031	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Cloture Lng 60/50m+ 1 hang 8/4m	9 527 360	8 209 201	8 209 201	1 318 159
2413 Doubabougou	2032	SOCIAL/EDUCATION : 90 tb bcs+ 10 chaises	6 922 000	6 922 000	6 922 000	
2217 NDlondougou	2033	SOCIAL/SANTE : 4 salles+ terrasse	9 174 978	9 174 978	9 174 978	
2217 NDlondougou	2034	SOCIAL/SANTE : 4 lits+ 4 mat+ 1 tb d accouchement	700 000	700 000	700 000	
2505 Nonkon	2035	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Long 8/3.6m+ radier 6/3m+tro+dalle+poutr	10 434 570	9 010 252	9 010 252	1 424 318
2701 Allahina	2036	SOCIAL/EDUCATION : Construction (2) classes	7 917 074	7 917 074	7 917 074	
2701 Allahina	2037	SOCIAL/EDUCATION : 40 tables bancs	1 920 000	1 920 000	1 920 000	
2705 Fallou	2038	SOCIAL/SANTE : 30 lts+40 mat+26ch+4arm+10 tm+12pb+20p	9 647 900	9 647 900	9 647 900	
2207 Diouma	2039	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Cloture 162 ml	7 638 794	6 551 263	6 551 263	1 087 531
2405 Daban	2040	SOCIAL/EDUCATION : 125 tb bcs+3 arm+3 bur+3 chaises	7 934 775	7 934 775	7 934 775	
2206 Diedougou	2041	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Cloture 143ml, hauteur 1.5m	6 814 600	5 882 470	5 882 470	932 130
2205 Diebé	2042	SOCIAL/EDUCATION : 138 tb bcs+4 arm+5 bur+ 5 chaises	9 157 800	9 157 800	9 157 800	
2215 Massigui	2045	SOCIAL/SANTE : 4 salles+ terrasse	9 442 381	9 442 381	9 442 381	
2215 Massigui	2046	SOCIAL/SANTE : 4 lits+4 matelas+1 table d'accouchement	700 000	700 000	700 000	
2303 Kaniogo	2047	SOCIAL/SANTE : 2 cu+2 tam+2 tb+2 bte+2 st+2 lam+2 pc+2	8 048 000	8 048 000	8 048 000	
2309 Selefougou	2048	SOCIAL/EDUCATION : 5 salles + 1 bloc 2latrines	8 678 066	8 678 066	8 678 066	
2221 Tenendougou	2049	SOCIAL/SANTE : 3 salles+ terrasse	6 301 525	6 301 525	6 301 525	
2221 Tenendougou	2050	SOCIAL/SANTE : 4lits+ 4 mat+1 tab d acc	800 000	800 000	800 000	
2201 Banco	2051	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 3 salles+terrasses	8 573 590	7 388 140	7 388 140	1 185 450
2201 Banco	2052	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 3 bur+4 faut+3 arm+24 chaises	1 943 000	1 651 550	1 651 550	291 450
2508 Sagabala	2053	SOCIAL/SANTE : 4 salles+terrasse+1 bloc 2 latrines	9 457 427	9 457 427	9 457 427	
2305 Maramandougou	2054	SOCIAL/EDUCATION : 3 salles+1 bloc 2 latrines	8 463 540	8 463 540	8 463 540	
2222 wacoro	2055	SOCIAL/SANTE : 4 salles+terrasse	6 652 603	6 652 603	6 652 603	
2222 wacoro	2056	SOCIAL/SANTE : 3 lits+3 mat+1 arm+1 ch	799 000	799 000	799 000	
2501 Didiéni	2057	ECONOMIE/EQUIPEMENT : L 14m/3.5+4 pieds+mur+dalle+enrochement	10 566 885	9 119 385	9 119 385	1 447 500

2203 Binko	2058	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2 salles+terrasse	9 476 513	8 129 900	8 129 900		1 346 613
2428 Ouelessebouyou	2059	SOCIAL/EDUCATION : Construction Une classe	7 000 756	7 000 756	7 000 756		
2428 Ouelessebouyou	2060	SOCIAL/EDUCATION : 25 tbc+1 bur+1 arm+1 ch	1 405 000	1 405 000	1 405 000		
2200 COLL. CERCLE DE DIOILA	2061	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 1 salle 9.3m/7.3m + terrasse	11 205 029	9 655 947	9 655 947		1 549 082
2200 COLL. CERCLE DE DIOILA	2062	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 60 chaises+1 bureau	2 676 470	2 275 000	2 275 000		401 470
2301 Balan Bakama	2063	SOCIAL/SANTE : 4 salles + 1 bloc de latrines	8 773 773	8 773 773	8 773 773		
2204 Degnékoro	2064	SOCIAL/SANTE : Construction 4 salles+1 terrasse	8 292 587	8 292 587	8 292 587		
2510 Tioribougou	2065	SOCIAL/SANTE : 4 salles+ terrasse	7 842 248	7 842 248	7 842 248		
2510 Tioribougou	2066	SOCIAL/SANTE : 12 ch+1arm+1ba+1ster+1pot+1fil+1tam	659 347	659 347	659 347		
2504 Massantola	2067	SOCIAL/SANTE : 1 HANGAR 9.6m/7.45m +1 MAGASIN	7 113 978	7 113 978	7 113 978		
2202 Benkadi	2068	SOCIAL/SANTE : Construction 3 salles+1 bloc de latrines	8 266 745	8 266 745	8 266 745		
2500 COLL. CERCLE DE KOLOKANI	2069	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction de (7) Boutiques	11 269 239	10 232 315	10 232 315		1 036 924
2204 Degnékoro	2073	SOCIAL/SANTE : 4lits+4matelas+1chaise+1bur	800 000	800 000	800 000		
2209 Guegneka	2074	SOCIAL/EDUCATION : 85 tables bancs + 1 armoire	6 759 273	6 759 273	6 759 273		
2105 Kiban	2075	ECONOMIE/EQUIPEMENT : reprise toiture+peinture ext.int+portes	9 376 607	8 030 343	8 030 343		1 346 264
2502 Guihoyo	2076	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 4 salles+terrasse	9 771 883	8 883 530	8 883 530		888 353
2212 Kemekafo	2077	SOCIAL/EDUCATION : 1 classe	7 264 724	7 264 724	7 264 724		
2212 Kemekafo	2078	SOCIAL/EDUCATION : 24 tb bcs+1 arm+1 bur+1 chaise	1 860 000	1 860 000	1 860 000		
2213 Kerela	2079	SOCIAL/EDUCATION : 120 tb bcs+3 chaises	7 848 985	7 848 985	7 848 985		
2424 Ngouraba	2080	SOCIAL/SANTE : 3 salles	8 025 516	8 025 516	8 025 516		
2424 Ngouraba	2081	SOCIAL/SANTE : 4lits+4matelas+1table d'accouchement	800 000	800 000	800 000		
2702 Dabo	2082	SOCIAL/EDUCATION : 2 bur+ magasin	9 976 143	9 976 143	9 976 143		
2421 Moribabougou	2083	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 3 salles+terrasse	6 874 420	5 897 572	5 897 572		976 848
2214 Kilidougou	2084	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 1 bur+1mag+terrasse	8 460 285	7 684 112	7 684 112		776 173
2102 Benkadi	2085	SOCIAL/EDUCATION : 84 tb bcs+10 bur+50 chaises	8 545 792	8 545 792	8 545 792		
2604 Koulikoro	2086	ECONOMIE/EQUIPEMENT : une salle de 9.30/7m	8 314 880	7 192 370	7 192 370		1 122 510

2420 Mandé	2087	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction 04 Boutiques	7 142 523	6 493 203	6 493 203		649 320
2706 Gueneibé	2088	SOCIAL/EDUCATION : Construction 2 salles de classes	8 521 342	8 521 342	8 521 342		
2706 Gueneibé	2089	SOCIAL/EDUCATION : Achat 40 tables.bancs	1 920 000	1 920 000	1 920 000		
2410 Dio Gare	2090	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 1mur de cloture	8 743 993	7 545 578	7 545 578		1 198 415
2707 Guiré	2091	SOCIAL/SANTE : Constr Clôt 240ml+haut2m+1batant3.5mx2m.	9 231 984	9 231 984	9 231 984		
2409 Diedougou	2092	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction Marché de détail 4 hangars	10 259 200	9 293 280	9 293 280		965 920
2403 Bossofala	2093	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 3bur1/2 mintr+3fauteil mntre+8chs visite	1 550 000	1 317 500	1 317 500		232 500
2403 Bossofala	2094	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction 3 salles	8 204 420	7 085 635	7 085 635		1 118 785
2411 Dogodouman	2095	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction 5 hangars de 3/6m	7 056 035	6 386 432	6 386 432		669 603
2710 Niamana	2096	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Bât de 3 salles+ 1 terrasse	9 027 945	7 741 953	7 741 953		1 285 992
2710 Niamana	2097	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Achat de 15 matelas 1place	1 054 800	949 320	949 320		105 480
2429 Safo	2098	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Bât 1 grde salle+ 1 bureau	8 775 106	7 568 340	7 568 340		1 206 766
2429 Safo	2099	SOCIAL/EDUCATION : 5 tbs ordi+ 5 ch+ 1tb	1 000 000	1 000 000	1 000 000		
2414 Faraba	2100	SOCIAL/EDUCATION : Achat de 132 tb bcs+6 bur+6 ch+6 arm met	9 260 400	9 260 400	9 260 400		
2600 COLL. CERCLE DE KOULIKORO	2101	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 20ch+ 5 faut+60 mat+10 lts	5 050 000	4 292 500	4 292 500		757 500
2600 COLL. CERCLE DE KOULIKORO	2102	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Achat de 1 ordi+ 1 tele+2 bur	1 400 000	1 190 000	1 190 000		210 000
2308 Nougou	2103	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction Bâtiment administratif	10 712 271	9 244 099	9 244 099		1 468 172
2211 Kaladougou	2104	ENVIRONNEMENT/ASSAINISSEMENT : Clôture 996ml+ batt portail+ sys evacu	8 522 179	7 303 852	7 303 852		1 218 327
2407 Dialakoroba	2105	SOCIAL/EDUCATION : Achat 115 tables bancs	8 623 034	8 623 034	8 623 034		
2416 Kalifabougou	2106	SOCIAL/EDUCATION : Achat de 97 tbs bcs+6 bur+6 ch+6 arm met	8 524 108	8 524 108	8 524 108		
2300 COLL. CERCLE DE KANGABA	2107	SOCIAL/SANTE : 1batim :2chbr+1salon+1mag.+1toilet.+vera	10 318 175	10 318 175	10 318 175		

2426 Noumamakana	2108	SOCIAL/SANTE : 12 lits+12mat+3tb+16ch+5bcs+10sceau...	8 151 000	8 151 000	8 151 000	
2304 Karan	2109	SOCIAL/EDUCATION : Clôture de 30/40m+bat 300x200+pp 90x200	9 573 942	9 573 942	9 573 942	
2223 Zan Coulibaly	2110	SOCIAL/EDUCATION : Achat de 95 tbs bcs+1 bur	7 563 540	7 563 540	7 563 540	
2601 Dinandougou	2111	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Bâtiment de 3 salles+terrasse	6 877 514	5 892 667	5 892 667	984 847
2601 Dinandougou	2112	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Achat de 2 bur+12 faut+2 tb ordi	2 600 000	2 210 000	2 210 000	390 000
2307 Narena	2113	SOCIAL/EDUCATION : Achat 70 tbs bcs+3 bur+3 ch+3 arm	4 807 800	4 807 800	4 807 800	
2104 Dougouwolowula	2114	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Espace commer à vocat multi:3salles+1te	9 287 612	8 400 966	8 400 966	886 646
2700 COLL. CERCLE DE NARA	2115	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 4 Boutiques de 3.15/4m	10 583 656	9 622 290	9 622 290	961 366
2700 COLL. CERCLE DE NARA	2116	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 03 Magasins de 3.15/4m	8 847 389	7 623 194	7 623 194	1 224 195
2509 Sebekoro 1	2117	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Radier de 60 ml	11 155 926	9 628 236	9 628 236	1 527 690
2425 Niagadina	2118	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction 04 hangars	9 387 211	8 533 738	8 533 738	853 473
2419 Kourouba	2119	SOCIAL/SANTE : Maternité 4 salles+terrasse	7 599 148	7 599 148	7 599 148	
2419 Kourouba	2120	SOCIAL/SANTE : 3 lits+3 matelas+1 table d'accouchement	640 000	640 000	640 000	
2107 Sebeté	2121	SOCIAL/EDUCATION : Const 1 bur-mag+ 2 blocs de 3 latrines	8 376 323	8 376 323	8 376 323	
2107 Sebeté	2122	SOCIAL/EDUCATION : Achat de 5 bur+5 ch+ 4 arm met+10 tb bcs	1 950 000	1 950 000	1 950 000	
2435 Tiakadougou Dial.	2123	SOCIAL/SANTE : Bât 3 salles+terrasse	8 039 503	8 039 503	8 039 503	
2703 Dilly	2124	SOCIAL/SANTE : Maternité 5 salles+terrasse	10 144 806	10 144 806	10 144 806	
2704 Dogofry	2125	SOCIAL/EDUCATION : Achat de 140 tb bcs+10 bur+10 ch+10 arm	11 404 587	11 404 587	11 404 587	
2106 Madina Sacko	2126	SOCIAL/SANTE : Maternité 5 salles + terrasse	9 347 274	9 347 274	9 347 274	
2108 Toubacoro	2127	SOCIAL/EDUCATION : Achat 177 tb bcs+11 tab chevalet	10 071 600	10 071 600	10 071 600	
2101 Banamba	2128	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Bâtiment de 3 salles+terrasse	7 495 991	6 468 622	6 468 622	1 027 369
2101 Banamba	2129	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Achat 3 bur+ 3 arm	2 300 000	1 955 000	1 955 000	345 000

		met+ 2 tables					
2402 Bancoumana	2130	SOCIAL/EDUCATION : Achat de148 tb bcs	8 480 400	8 480 400	8 480 400		
2711 Ouagadougou	2131	SOCIAL/EDUCATION : Achat 163 tb bcs+ 10 tabl+6bur+30 ch	9 680 968	9 680 968	9 680 968		
2422 Mountougoula	2132	SOCIAL/SANTE : Maternité 3 salles+terasse	6 160 080	6 160 080	6 160 080		
2422 Mountougoula	2133	SOCIAL/SANTE : 4lits+4mat+1tb acc+1bur+2ch	997 500	997 500	997 500		
2603 Koula	2138	SOCIAL/EDUCATION : 112 tb bcs+4 bur+4 ch+4 arm met	8 170 620	8 170 620	8 170 620		
2406 Diago	2139	SOCIAL/EDUCATION : Bât de 2 salles+terasse+1bloc 2 latrines	5 677 650	5 677 650	5 677 650		
2406 Diago	2140	SOCIAL/EDUCATION : 2 bur + 4chaises+ 2 armoires	510 000	510 000	510 000		
2418 Kati	2141	SOCIAL/SANTE : Construction bât 3 salles+terasse	7 461 315	7 461 315	7 461 315		
2418 Kati	2142	SOCIAL/SANTE : 3 lits+3 matelas+1 table d'accouchement	797 828	797 828	797 828		
2100 COLL. CERCLE DE BANAMBA	2145	SOCIAL/HYDRAULIQUE : Construction forage80 m	11 503 077	11 503 077	11 503 077		
2103 Boron	2146	SOCIAL/EDUCATION : 145 tables bancs	9 712 680	9 712 680	9 712 680		
2600 COLL. CERCLE DE KOULIKORO	2147	ECONOMIE/EQUIPEMENT : remblais en laterit+radier en beton+rigo	3 994 083	3 394 971	3 394 971		599 112
2709 Nara	2148	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction de 4 Magasins	11 297 597	9 749 131	9 749 131		1 548 466
2710 Niamana	2149	SOCIAL/EDUCATION : 1bureau +1fauteuil+1armoire mét.	400 000	400 000	400 000		
TOTAL REGION DE KOULIKORO			927 473 890	882 408 173	882 408 173		45 065 717
3105 Debelin	3001	SOCIAL/EDUCATION : bloc 2ch 3.5/3.5m+mag 2.5/2.5m+terrasse	9 193 864	9 193 864	9 193 864		
3108 Domba	3002	SOCIAL/SANTE : sall accouch+sall accouchées+sall soin+s	8 742 541	8 742 541	8 742 541		
3108 Domba	3003	SOCIAL/SANTE : 3lits metal.+3matela1bte d'accouch+1tens	942 055	942 055	942 055		
3110 Faraguouaran	3004	SOCIAL/EDUCATION : Constr classe 9/10.00m+terrass 9/1.80	8 455 718	8 455 718	8 455 718		
3110 Faraguouaran	3005	SOCIAL/EDUCATION : 25tabl-banc+1bur.+1chaise +1armr met	1 188 000	1 188 000	1 188 000		
3117 Meridiela	3006	SOCIAL/EDUCATION : 1bloc d'une salle de	7 568 000	7 568 000	7 568 000		

		clas+une veranda					
3117 Meridiela	3007	SOCIAL/EDUCATION : 43tabl-banc+1bur.maître+2chs+1armre met.	2 662 000	2 662 000	2 662 000		
3120 Sibirila	3008	ECONOMIE/EQUIPEMENT : constr.03 hangars de 10.00m/6 10 plcs	11 440 170	10 400 157	10 400 157		1 040 013
3123 Wola	3009	SOCIAL/EDUCATION : 1bureau+1magasin+terrasse	4 075 320	4 075 320	4 075 320		
3123 Wola	3010	SOCIAL/EDUCATION : 1bur.+1magasin+1terrasse	4 075 319	4 075 319	4 075 319		
3123 Wola	3011	SOCIAL/EDUCATION : 05 armoires meta.+3bur.maitre+2chaises	1 085 736	1 085 736	1 085 736		
3605 Guanán	3081	SOCIAL/EDUCATION : Une classe de 9/7m +veranda+1bl de 2latr	9 270 570	9 270 570	9 270 570		
3605 Guanán	3082	SOCIAL/EDUCATION : 30tbl bcs+1bur maitr+1ch maitr+1arm méta	1 794 919	1 794 919	1 794 919		
3102 Bougouni	3083	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 1bloc 2bureaux +1sal réun+1toilet+1veran	10 115 626	8 729 221	8 729 221		1 386 405
3100 COLL. CERCLE DE BOUGOUNI	3084	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction Bâtiment administratif	15 921 502	13 739 367	13 739 367		2 182 135
3103 Cyen Toula	3085	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2chbr3.20/3.80+1chbr3.20/3.80+1salon	10 783 734	9 803 394	9 803 394		980 340
3104 Danou	3086	SOCIAL/EDUCATION : Constr 1salle de classe+1 veranda	7 998 900	7 998 900	7 998 900		
3104 Danou	3087	SOCIAL/EDUCATION : 25 tbl-bnc+1bur.mtr+1chs.mtr+1armr	1 385 000	1 385 000	1 385 000		
3106 Defina	3088	SOCIAL/EDUCATION : Constr 3chbr+1salon+1terrasse couverte	9 592 558	9 592 558	9 592 558		
3112 Keleya	3089	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 4chbr++1salon+1couloir+1terrasse	11 068 412	10 062 193	10 062 193		1 006 219
3113 Kokelen	3090	SOCIAL/EDUCATION : 1salle de classe +1veranda+	7 501 410	7 501 410	7 501 410		
3113 Kokelen	3091	SOCIAL/EDUCATION : 25tbl-bnc+1armr+1bur.mtr+1chs mtr	1 265 000	1 265 000	1 265 000		
3114 Kola	3092	ECONOMIE/EQUIPEMENT : clôture de 250 mlinéaires75.00m/50.00m	9 469 390	8 172 282	8 172 282		1 297 108
3116 Kouroulamini	3093	SOCIAL/EDUCATION : Constr 1salle de classe +veranda	7 401 080	7 401 080	7 401 080		
3116 Kouroulamini	3094	SOCIAL/EDUCATION : 38tbl-bnc+2bur.mtr+2chs+2armr	2 684 990	2 684 990	2 684 990		
3118 Ouroun	3095	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Constr2chbr3.20/3.20+1chbr3.20/3.20+	10 126 031	9 205 483	9 205 483		920 548

3121 sido	3096	SOCIAL/SANTE : 1salle d'accouch+1sal accouchés+1sal soin	8 742 137	8 742 137	8 742 137	
3121 sido	3097	SOCIAL/SANTE : 4lit metal.+4matéla+2lampes solaire+1pès	1 105 000	1 105 000	1 105 000	
3124 Yinindougou	3098	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2ord.bur.+1photocop.+1imprimante	2 450 000	2 082 500	2 082 500	367 500
3124 Yinindougou	3099	SOCIAL/SANTE : 1pèse pers.+1pèse bébé+...55chaises	7 732 388	7 732 388	7 732 388	
3126 Zantieougou	3100	SOCIAL/EDUCATION : 160 tables bancs	9 239 200	9 239 200	9 239 200	
3101 Bladié-Tiemala	3101	SOCIAL/EDUCATION : Constr du mur de clôture 73/58 m	9 720 393	9 720 393	9 720 393	
3300 COLL. CERCLE DE KOLONDIÉBA	3110	SOCIAL/EDUCATION : 207tbl-bnecs+6bur.mtr+5chs-mtr+5armr	13 398 400	13 398 400	13 398 400	
3301 Bougoula	3111	SOCIAL/SANTE : 1lits métal.+1matéla+1pès-bébé+1potenc..	7 511 600	7 511 600	7 511 600	
3307 Kolosso	3112	SOCIAL/SANTE : 01lit met.+1matéla+1pèse bébé+1potenc	7 645 604	7 645 604	7 645 604	
3308 Mena	3113	SOCIAL/SANTE : Constr 1batim de :2chbr3.5/3.5+1chbr3/2+	7 084 484	7 084 484	7 084 484	
3310 Ngolodiana	3114	SOCIAL/SANTE : 01lit mét+1matéla+1pèse bébé+1potenc	7 407 698	7 407 698	7 407 698	
3311 Tiongui	3115	SOCIAL/EDUCATION : Constr 3chbr3.5/3.5+1salon+1débaras1.5/	7 543 020	7 543 020	7 543 020	
3602 Bolofouta	3160	SOCIAL/EDUCATION : Une classe + 1veranda+1bloc de 2latrines	8 681 100	8 681 100	8 681 100	
3602 Bolofouta	3161	SOCIAL/EDUCATION : 25tables bancs+1bur mait+1ch mait+1arm m	1 570 000	1 570 000	1 570 000	
3608 Sankarani	3162	SOCIAL/EDUCATION : 3chbres+1salon+une terra couverte en tôle	9 036 434	9 036 434	9 036 434	
3609 Seremoussa ani Samou	3163	SOCIAL/EDUCATION : Une classe de 9/7m + 1veranda 9/1,80m	7 440 330	7 440 330	7 440 330	
3609 Seremoussa ani Samou	3164	SOCIAL/EDUCATION : 50tables bancs+1bur mait+1ch mait+1arm m	3 050 000	3 050 000	3 050 000	
3601 Baya	3173	SOCIAL/SANTE : Clôture 304 ml	10 432 750	10 432 750	10 432 750	
3600 COLL. CERCLE DE YANFOLILA	3174	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 5 Boutiques L=20.9,l=5.3+2bnc 2 bout	17 375 231	15 795 665	15 795 665	1 579 566
3607 Koussan	3175	SOCIAL/EDUCATION : Une classe +veranda+1bloc de 3latrines	8 896 079	8 896 079	8 896 079	

3607 Koussan	3176	SOCIAL/EDUCATION : 25talbes bancs+1bur mait+1ch mait+1arm m	1 590 000	1 590 000	1 590 000	
3610 Tagandougou	3177	SOCIAL/SANTE : 1sal de consult+1sal de soin+1sal d'obs	9 495 564	9 495 564	9 495 564	
3610 Tagandougou	3178	SOCIAL/SANTE : 2lits d'hospital+2matelas 1place+2escabe	500 000	500 000	500 000	
3612 Yalankoro Soloba	3179	SOCIAL/EDUCATION : Une classe de 9/7m+veranda	7 588 951	7 588 951	7 588 951	
3612 Yalankoro Soloba	3180	SOCIAL/EDUCATION : 35tables+1bur mait+1ch mait+1arm métal	2 145 000	2 145 000	2 145 000	
3312 Tousseguela	3186	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Const 2 Boutiques (51.75/5.15m)+terr cou	7 348 748	6 680 673	6 680 673	668 075
3109 Faradiele	3189	SOCIAL/EDUCATION : Une classe 9/7m+veranda	7 539 944	7 539 944	7 539 944	
3109 Faradiele	3190	SOCIAL/EDUCATION : 40 table bancs+1bur mait+1ch+1arm	2 420 000	2 420 000	2 420 000	
3302 Fakola	3191	SOCIAL/SANTE : Logt pers santé:2chbres+1salon+terr couv	8 344 637	8 344 637	8 344 637	
3604 Djiguiya de Koloni	3194	SOCIAL/EDUCATION : Une classe + terr couv	7 627 200	7 627 200	7 627 200	
3604 Djiguiya de Koloni	3195	SOCIAL/EDUCATION : 38 table bancs+1bur mait+1ch+arm	2 236 000	2 236 000	2 236 000	
3611 Wassoulou Ballé	3196	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Bât adm:sal delib (5x4m)+1bur(3.5x3.5m)	5 266 150	4 548 778	4 548 778	717 372
3611 Wassoulou Ballé	3197	SOCIAL/EDUCATION : Bât adm scol:1bur3x3m+1mag3x2.5m	4 198 213	4 198 213	4 198 213	
3611 Wassoulou Ballé	3198	SOCIAL/EDUCATION : 6 table bancs+2bur mait+4ch+1arm	611 000	611 000	611 000	
3606 Guandiaka	3205	SOCIAL/EDUCATION : une garderie+1magasin+1terrasse+1latrine	7 541 800	7 541 800	7 541 800	
3606 Guandiaka	3206	SOCIAL/EDUCATION : 3toboggan+4manèges+3bascules+100ptites c	3 294 365	3 294 365	3 294 365	
3107 Dogo	3207	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 1mag.+1bloc de 2.85m/7.00m+1bur.+1toilet	11 790 028	10 718 207	10 718 207	1 071 821
3111 Garalo	3208	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2bur.3.15/4m+1bur.6.30/4m+1toilt+1bur.	11 811 898	10 207 387	10 207 387	1 604 511
3115 Koumantou	3209	SOCIAL/EDUCATION : 160tbls-bnacs+3bur.mtre+3chs.mtr+2armr	9 782 525	9 782 525	9 782 525	
3125 Yiridougou	3211	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Const1salle de reun.+1bur.+1mag.+1terras	11 276 545	9 731 013	9 731 013	1 545 532

3303 Farako	3212	SOCIAL/EDUCATION : Const 1bur+1mag.+1bloc de 2 latrines	6 834 102	6 834 102	6 834 102		
3303 Farako	3213	SOCIAL/EDUCATION : 2bureau+2chaises+2armoires métalliques	600 000	600 000	600 000		
3305 Kebila	3215	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction de 8 hangars	7 844 816	7 132 310	7 132 310		712 506
3309 Nangalasso	3216	SOCIAL/EDUCATION : Constr.batim.;3chambres+1salon+1terrasse	7 421 454	7 421 454	7 421 454		
3603 Diallonfoula	3221	SOCIAL/HYDRAULIQUE : Construction forage équipé 80 mètres	7 928 456	7 928 456	7 928 456		
3603 Diallonfoula	3222	SOCIAL/HYDRAULIQUE : Const Puits grd diam 10m prof+1,60m int	2 456 274	2 456 274	2 456 274		
3119 Sanso	3227	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Const.2hangars 61.66m²	9 921 309	9 021 065	9 021 065		900 244
3306 Kolondieba	3260	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 4plaq sol+2reg+1conv+6batt+4supp pq	4 875 000	4 143 750	4 143 750		731 250
3306 Kolondieba	3261	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 1bur M+4Bur trv+1ft M+4ft DM+1sal +90ch	4 086 000	3 473 100	3 473 100		612 900
TOTAL REGION DE SIKASSO			506 245 672	486 921 627	486 921 627		19 324 045
5400 COLL. CERCLE DE DOUENTZA	5066	SOCIAL/HYDRAULIQUE : forage +pompe electr+1reservoir+1canalis	19 488 474	19 488 474	19 488 474		
5401 Dallah	5067	SOCIAL/EDUCATION : 1salon+1chambre+1terrasse+2latrines	11 512 386	11 512 386	11 512 386		
5402 Dangol Boré	5068	SOCIAL/EDUCATION : Achat mobilier scolaire élèves	8 882 400	8 882 400	8 882 400		
5402 Dangol Boré	5069	SOCIAL/EDUCATION : 16tables bureaux+16 armoires+16 chaises	2 992 216	2 992 216	2 992 216		
5406 Douentza	5070	SOCIAL/EDUCATION : constr.1bur.magasin+2table-bur+3chs+1arm	5 746 697	5 746 697	5 746 697		
5406 Douentza	5071	SOCIAL/EDUCATION : constr.1bur-magasin+2table+3chaise1armr	5 746 697	5 746 697	5 746 697		
5413 Mondoro	5072	SOCIAL/EDUCATION : Une classe type FAEF	9 243 023	9 243 023	9 243 023		
5413 Mondoro	5073	SOCIAL/EDUCATION : 40tables bancs+1bur mait+1chaise+1armoir	3 300 000	3 300 000	3 300 000		
5501 Bamba	5080	SOCIAL/SANTE : 3chbres de 4x4m+véranda de 4x2m chacune	10 505 810	10 505 810	10 505 810		
5504 Diankabou	5081	SOCIAL/SANTE : 2salles de 5x5m avec terra couv	11 029 253	11 029 253	9 884 391	1 144 862	

		10,45/1,					
5506 Dioungani	5082	SOCIAL/EDUCATION : Une classe de type FAEF	9 728 363	9 728 363	9 728 363		
5506 Dioungani	5083	SOCIAL/EDUCATION : 6tbls ronde en bois+5tbl rect+30ch+1ch r	1 600 000	1 384 626	1 384 626		215 374
5507 Dougou Tene 1	5084	SOCIAL/EDUCATION : Une classe de type FAEF	9 010 838	9 010 838	9 010 838		
5507 Dougou Tene 1	5085	SOCIAL/EDUCATION : 25tbls bancs+1tbl mait+1ch mai+1arm mét	1 600 000	1 600 000	1 600 000		
5513 Madougou	5086	SOCIAL/EDUCATION : 2bloc de 1chbr+01anichbr+1mag+1terr couv	12 348 200	12 348 200	12 348 200		
5500 COLL. CERCLE DE KORO	5112	SOCIAL/EDUCATION : Construction 1salle de classe type FAEF	9 424 129	9 424 129	9 424 129		
5500 COLL. CERCLE DE KORO	5113	SOCIAL/SANTE : 1batim.de 8.45x4.30 :salle atente+guiche	6 891 970	6 891 970	6 891 970		
5505 Dinangourou	5114	SOCIAL/EDUCATION : Constr batim.16.75mx6.95m:2cbr+1ant.chbr	13 042 327	13 042 327	13 042 327		
5508 Dougou Tene 2	5115	SOCIAL/SANTE : Constr 1batim.:bloc2chbr+1antichbr+magas	12 035 992	12 035 992	10 984 007	1 051 985	
5516 Youdiou	5116	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2 ordi.+2 imprim+2ordi. portbl+1photocop	3 400 000	2 890 000	1 143 243	1 746 757	510 000
5514 Pel Maoudé	5117	SOCIAL/EDUCATION : Construction 1 salle de classtype FAEF	8 437 343	8 437 343	8 437 343		
5514 Pel Maoudé	5118	SOCIAL/EDUCATION : 25tbl-bnc+1tbl.mtr+1chs.mtr+1armr met.	1 600 000	1 600 000	1 600 000		
5515 Yoro	5119	SOCIAL/SANTE : Constr 2blocs d'1 chbr+1antichbr+magasin	13 664 084	13 664 084	13 664 084		
5516 Youdiou	5120	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 10 panneaux solaires+8bat.+1conver+1reg.	9 543 328	8 111 829	8 111 829		1 431 499
5503 Bondo	5136	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 8plaques solaires+6bat.+1convert.+1reg.+	6 814 890	5 792 656	5 792 656		1 022 234
5503 Bondo	5137	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2ordi.+2imprim.+1ordi.potbl.+1photocopie	2 725 429	2 316 615	2 316 615		408 814
5503 Bondo	5138	SOCIAL/EDUCATION : 60 tables bancs	3 558 528	3 558 528	3 558 528		
5510 Koporo Pen	5139	SOCIAL/EDUCATION : Construction 1 salle de classe FAEF	9 459 000	9 459 000	9 459 000		
5510 Koporo Pen	5140	SOCIAL/EDUCATION : 25 tbl-bnc+1tbl mtr+1chs mtr+1armr mét.	1 600 000	1 600 000	1 600 000		
5403 Deberé	5150	SOCIAL/EDUCATION : Constr.1batiment8.55/7.85m+2latrines	10 546 881	10 546 881	10 546 881		

5404 Dianwéli	5151	SOCIAL/EDUCATION : Construction une salle classe type FAEF	8 849 360	8 849 360	8 849 360		
5404 Dianwéli	5152	SOCIAL/EDUCATION : 35 tbl bncs+2bur.+2armr+3chaises	2 682 537	2 682 537	2 682 537		
5407 Gandamia	5153	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Constr.1 batim.16.75/6.95 m	12 598 496	11 418 576	11 209 832	208 744	1 179 920
5410 Kerena	5155	SOCIAL/EDUCATION : Construction 1 salle de classe type FAEF	8 151 626	8 151 626	8 151 626		
5410 Kerena	5156	SOCIAL/EDUCATION : 35 tbl-bnc+2bur.+2armoires+3chaises	2 638 099	2 638 099	2 638 099		
5411 Korarou	5157	SOCIAL/EDUCATION : Construction 1salle de classtype FAEF	8 716 418	8 716 418	8 716 418		
5411 Korarou	5158	SOCIAL/EDUCATION : 35tbl-bnc+1bur.+1armr.+2chaises	2 441 744	2 441 744	2 441 744		
5412 Koubewel Koundia	5159	SOCIAL/EDUCATION : Constr 1batim 12.60/6.45	11 965 483	11 965 483	11 965 483		
5500 COLL. CERCLE DE KORO	5160	SOCIAL/EDUCATION : 30 tbl-bnc+1bur.+1chs+1armr.	2 000 000	2 000 000	2 000 000		
5502 Bara Pireli	5161	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 10 plques solaire+8bat.+1convert.+10ampl	6 323 090	5 374 626	5 374 626		948 464
5502 Bara Pireli	5162	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 02ordi.+2imprimantes+1photocopieuse	2 176 801	1 850 281	1 850 281		326 520
5511 Koporokendie Na	5163	SOCIAL/EDUCATION : Const Bâtim type FAEF	5 385 053	5 385 053	5 385 053		
5511 Koporokendie Na	5164	SOCIAL/EDUCATION : Const 1 direction type FAEF	5 109 795	5 109 795	5 109 795		
5512 Koro	5165	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction de 24 hangars de 3/4m	19 279 941	17 439 143	3 186 990	14 252 153	1 840 798
5408 Hairé	5170	SOCIAL/EDUCATION : Une classe+Direction type FAEF	12 523 659	12 523 659	12 523 659		
5415 Tedié	5171	SOCIAL/EDUCATION : Logt scol: bât 8.55/7.4m+1cuisine 3.3m	11 353 761	11 353 761	11 353 761		
5405 Djaptodji	5177	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Fourrière:clôture de 50/50m	14 920 799	12 839 348	12 839 348		2 081 451
TOTAL REGION DE MOPTI			372 594 920	362 629 846	344 225 345	18 404 501	9 965 074
TOTAL GENERAL			3 120 033 613	2 984 523 800	2 966 119 299	18 404 501	135 509 813